

## ENTREPRENEURS BELGES ET LUXEMBOURGEOISES DANS LA MODERNISATION ET L'INDUSTRIALISATION DU BRÉSIL (1830-1940)

EDDY STOLS

Traditionnellement l'histoire économique attribue un rôle prépondérant sinon exclusif à la Grande-Bretagne dans la modernisation et l'industrialisation du Brésil. Il y a matière à nuancer, voire même à corriger, cette thèse un peu trop réductrice. En premier lieu, elle méconnaît un peu trop la part de modernité que ce pays porte en lui dès les premières décennies de sa découverte par son insertion dans le système colonial portugais, largement ouvert sur le monde, et particulièrement par son activité agro-industrielle très précoce dans la production du sucre. Le développement de cette richesse a d'ailleurs attiré aussitôt des investissements, des techniciens et des négociants venus des Pays-Bas, d'abord de la Flandre et ensuite de la Hollande, tout en y créant un marché très important de consommateurs et toute une culture gastronomique du sucre. On pourrait en dire presque autant pour l'exploitation minière de l'or et surtout des diamants ou pour l'essor des plantations de café, où à chaque fois des Hollandais jouent un rôle de pionnier.

D'autre part, par la suite, au dix-neuvième et vingtième siècle, la thèse d'une prépondérance anglo-saxonne ignore un peu trop la présence et l'apport d'autres pays, tels que la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou même l'Empire autrichien sans oublier le Portugal, qui après l'indépendance maintient des échanges très fréquents avec l'ancienne colonie. Une autre particularité de l'industrialisation brésilienne est sans doute son ouverture sur de nombreux petits pays comme la Suisse, la Suède ou les Pays-Bas. C'est dans ce cadre plus large qu'il importe de situer les présences belges et luxembourgeoises au Brésil (1).

### LES PREMIÈRES RELATIONS BELGO-BRÉSILIENNES

Dès les premières années de son indépendance le nouveau royaume de Belgique obtient la reconnaissance diplomatique par l'empire du Brésil et même un traité de commerce en 1834 (2). Les relations diplomatiques et consulaires se développent tout au long du dix-neuvième siècle, créant des postes dans les principaux ports et villes des deux pays et facilitant un flux et reflux d'informations réciproques (3). Si le premier chargé d'affaires belge Benjamin Mary trouve encore largement le temps pour consigner dans des albums des dessins émerveillés par la nature exubérante des environs de Rio de Janeiro, le troisième, Auguste van der Straten-Ponthoz, publie en 1854 dans *Le budget du Brésil* une des premières études globales de l'empire brésilien (4). Encore hésitantes au début et même jugées réversibles, ces relations gagnent progressivement en cordialité notamment grâce à l'arbitrage du roi Léopold I favorable au Brésil en 1863 dans l'épineuse question Christie avec la Grande-Bretagne et aux livraisons d'armes belges pendant la guerre du Paraguay. En juillet 1865 le consul belge Pecher félicite même l'empereur: *dans la guerre actuelle le Brésil représente, à l'encontre de son ennemi, les vrais principes de la liberté commerciale, du progrès et de la civilisation.*

Le courant passe moins bien au niveau des relations personnelles entre Léopold II et l'empereur Pedro II malgré les visites répétées de celui-ci en Belgique en

1871, 1876, 1877 et 1887 et son doctorat honoris causa à l'Université de Louvain en 1884. Leurs personnalités divergent tellement entre les prétentions savantes et philosophiques de l'empereur et l'obsession coloniale du roi. Après l'échec d'un projet de mariage de son frère Philippe, le comte de Flandre, avec une des filles de l'empereur, qui s'unissent plutôt à ses cousins, le comte d'Eu de la famille d'Orléans et le prince Auguste de Saxe-Cobourg, et suite encore à plusieurs mésaventures de colonisation, le Brésil est relégué au second rang des visées expansionnistes de Léopold II, au moins jusqu'aux questions de l'Oyapoc et de l'Acre vers 1890-1900.

Très tôt, à l'exemple des Suisses de Nova Friburgo et des Allemands de São Leopoldo, des paysans luxembourgeois et belges se laissent tenter par les mirages de la colonisation en terres vierges (5). Au Luxembourg, un convoi parti de Beaufort en 1828 ne dépasse pas le port de Brême et les candidats retournent bredouille pour s'établir dans un dénuement complet dans un hameau, qui sous le nom de Neu-Brasilien reçoit la réputation d'un réduit de marginaux (6). Un phénomène comparable se produira vraisemblablement près d'Anvers à Zandvliet, où on garde également le souvenir de curieux revenants du Brésil. Pourtant, en 1844 Charles Nélis réussit à mener à bon port une expédition d'une centaine de cultivateurs, originaires pour la plupart de Zele, pour implanter la culture du lin sur une concession à la Pedra Lisa, près de Campos, mais sur place l'attitude des nouvelles autorités fait aussitôt échouer le projet. La même année, une autre tentative de colonisation à Ilhota, province de Santa Catarina, par l'ingénieur brugeois Charles van Lede pour la *Compagnie Belge-Brésilienne de Colonisation*, n'obtient, malgré des appuis et des promesses en haut lieu, pas le succès escompté. Plusieurs familles restent tout de même sur place et s'y intègrent en moins de deux générations à la société locale. Dans presque toutes les colonies organisées par des entrepreneurs brésiliens ou allemands on retrouve toujours quelques familles belges, soit sur les plantations de café de Nicolau Vergueiro à Ibicaba, São Paulo, dans la colonie de Blumenau à Santa Catarina ou dans la *Companhia do Mucury* de Teófilo Otoni, au nord de Minas Gerais. Marie van Langendonck, une des premières femmes européennes à relater son expérience comme colon à Santa Maria da Soledade au Rio Grande do Sul vers 1857, y préfère de loin le voisinage des *caboclos* brésiliens à celui de ses compatriotes belges, qui ne représentent que les classes marginales de la société belge (7). En effet, à plusieurs reprises il est question de déporter des mendiants belges au Brésil, tandis que le roi Léopold I cherche à se libérer d'un nombre excessif de militaires et les offre comme mercenaires pour mater les rébellions des provinces brésiliennes. En fait les seuls à partir sont les quelques centaines d'ouvriers recrutés en 1858 pour construire un chemin de fer à Pernambuco. Une bonne partie se retrouve bientôt déambulant et mendiant dans les rues de Recife, au grand scandale des passants.

Cependant, il ne faut pas trop s'imaginer tous les émigrants belges, plus de 6000 pour la période de 1830 à 1914, comme de pauvres bougres. On retrouve parmi eux des professionnels et des gens issus des classes plus favorisées à la recherche d'un bon emploi ou de l'aventure ou en fuite pour échapper à des situations politiques ou familiales embarrassantes. Ainsi Pierre Mabilde Booth, étudiant-ingénieur de Liège, qui se serait révolté avec ses camarades contre un service militaire obligatoire. Il s'enfuit en 1833 au Brésil et s'installe au Rio Grande do Sul, où il se fait remarquer par son intérêt pour les derniers indiens Coroados de la région (8). Un professeur de l'Université de Bruxelles, le minéralogiste Jules Parigot part en 1839 au Brésil pour y dresser une carte géologique. Il y publie en 1841-1842 des études sur les mines de charbon, mais revient quelque temps Belgique pour y acheter du matériel de sondage

et engager des mineurs. Rentré au pays en 1849, il y dirige une colonie d'aliénés à Geel et pratique la médecine à Bruxelles, mais repart au Brésil en 1851. On le retrouve à la direction de colonies d'immigration, successivement à Assunguy, Ivaí, Cananea et Brusque et rédigeant des mémoires tant sur l'immigration chinoise que sur la question des hospices d'aliénés au Brésil.

À l'exemple des chasseurs de plantes comme le gantois Louis van Houtte ou le luxembourgeois Jean Linden, un fils d'un maître de forges luxembourgeois, Lambert Picard s'embarque en 1846 pour Santa Catarina pour y collecter des nouveautés botaniques (9). Dans une lettre à sa famille il affirme que les Brésiliens ont du point de vue de la civilisation rien à apprendre des colons belges ou allemands. Il revient en Europe pour étudier la médecine à Heidelberg mais repart exercer sa nouvelle profession au Brésil et en Uruguay.

Le flûtiste Mathieu Reichert (1830-1880), premier prix du Conservatoire de Bruxelles, débarque en 1859 à Rio de Janeiro en compagnie d'autres musiciens, engagés pour l'orchestre de chambre de la cour impériale (10). Il y devient le père fondateur de l'école de flûte brésilienne, ami et rival du grand Calado et très apprécié par ses contemporains comme le grand écrivain Machado de Assis. Si ses compositions *A Faceira*, *Souvenir de Bahia*, *Souvenir de Pará* appartiennent encore au romantisme européen, elles s'inspirent aussi de la musicalité brésilienne et ouvrent la voie aux *chorinhos* et à la *samba*. À cet égard il peut se comparer quelque peu à un autre grand musicien, l'Américain Louis Moreau Gottschalk, qui lui aussi se nourrit alors de mélodies et rythmes latino-américains et qui meurt précisément à Rio de Janeiro en 1865. Se laissant entraîner par la bohème, Reichert termine sa vie en grande pauvreté.

Les perspectives commerciales y attirent plusieurs négociants. ĩ partir d'Anvers plusieurs ports brésiliens, même le Pará et le Maranhão sont régulièrement desservis par des voiliers belges. Depuis les années 1850 de plus en plus de steamers allemands ou anglais font escale ĩ Anvers, mais les tentatives de créer des lignes régulières belges ont du mal ĩ s'affirmer. À Salvador da Bahia, un célèbre temple du *candomblé* avec la grande prêtresse Meninha do Gantois portera le nom d'Édouard Gantois, un armateur belge, propriétaire de plusieurs bateaux impliqués dans la traite des esclaves sur les côtes de l'Afrique occidentale (11). Ses activités sont surveillées et dénoncées à plusieurs reprises entre 1835 et 1852 par les autorités anglaises, qui ont interdit cette traite. Quelques négociants belges possèdent d'ailleurs personnellement des esclaves et on signale même des mulâtres parmi leur descendance. Gantois achète les esclaves contre des fusils liégeois bon marché, les *lazarinos* ou *brésiliens*. Les armes à feu deviennent très vite l'image de marque de la Belgique, à côté du *lampião belga*, la lampe à pétrole, du *espelho belga*, la glace de bonne qualité, et aussi du canari. L'importation de ces produits et encore des vitres et verres, du genièvre, un peu de textile de lin, occupe alors plusieurs négociants belges à Rio de Janeiro, comme Nicolas Hanquet, les Tiberghien, Ladislav Paridant, Louis Laureys, les frères Sauwen. Comme le principal fournisseur en carabines et pistolets à l'armée brésilienne se distingue pendant plus d'un siècle la maison Veuve Laport et fils (112). Un de ses représentants pendant l'entre-deux-guerres, Faustin Havelange diversifie ses activités et prépare la voie à l'ascension de João Havelange, un grand entrepreneur, mais également promoteur du football brésilien. Autant sinon davantage de réputation se fait depuis 1847 la firme anversoise de Charles Pecher et fils non seulement dans l'exportation de café, mais aussi pour toutes sortes d'affaires de colonisation, de navigation et de chemin de fer. Ils y exercent aussi les fonctions

consulaires ou de chargé d'affaires intérimaires et, précisément en 1864, le fils Édouard Pecher prend parti pour le Brésil dans la guerre du Paraguay. Il dispose d'une belle résidence hors centre-ville, fréquente le palais impérial et préside aussi la *Société belge de bienfaisance de Rio de Janeiro*, qui s'occupe des compatriotes nécessiteux. Pourtant en 1900, face à des concurrents allemands et teuto-anversois plus puissants, Victor Pecher vient procéder à la liquidation de leurs activités brésiliennes.

Quelques artisans belges installent échoppe et développent de petites entreprises contribuant quelque peu au transfert de technologie. Ainsi dans le domaine de la lithographie, une spécialité anversoise et bruxelloise, on peut citer les noms des Salmon, de Jean-Baptiste et Henri Lombaerts, père et fils, qui donnent leur nom à une des principales maisons d'édition de Rio de Janeiro entre 1842 et 1897, et de Léon de Rennes, spécialisé dans la cartographie et les cartes postales (13).

De leur côté beaucoup de Brésiliens découvrent la Belgique par ses textes législatifs ou au cours de voyages d'agrément, d'affaires ou de prospection en Europe. Dans un débat parlementaire en septembre 1875 Zacarias de Góis e Vasconcelos prétend que sa monarchie constitutionnelle et son système électoral *servent de leçon aux autres pays*. Les produits industriels belges à la Grande Exposition de Londres en 1851 impressionnent déjà les visiteurs brésiliens et bientôt l'usine Cockerill à Seraing figure régulièrement au programme des voyageurs brésiliens, tels que l'ingénieur André Rebouças, en compagnie de l'empereur, ou João Cordeiro da Graça, commissionné par le gouvernement impérial pour étudier l'installation de l'industrie sidérurgique. Ce dernier, grâce à l'intervention de l'ambassadeur Villeneuve auprès du ministre Frère-Orban, peut même y observer la préparation de l'acier Bessemer (14). Moins connu est l'avance belge en matière de téléphonie. Vers 1882 le Brésilien de Senna vient étudier le système de François Van Rysselberghe, qui peut s'adapter au réseau télégraphique existant, et peu après, un agent de la télégraphie belge, Leperre, part au Brésil pour y installer ce matériel sur la ligne télégraphique de Rio de Janeiro à Petrópolis (15). Presque simultanément la participation belge à l'Exposition pédagogique de Rio de Janeiro en 1883 y obtient des prix d'excellence.

Beaucoup de Brésiliens attribuent les progrès de la Belgique à la qualité de son système éducatif. Durant sa visite à Bruxelles en 1863, Antonio Prado, riche grand planteur de café de São Paulo et homme de grande influence politique, le préfère pour son frère Caio et le juge supérieur à celui de l'Allemagne ou de la France. Durant la période de 1817 à 1914 les universités de Gand, Liège, Bruxelles et Louvain, la Faculté d'Agronomie de Gembloux et l'Institut Supérieur de Commerce d'Anvers attirent près de 700 Brésiliens, avec une pointe de 70 par an vers 1860-1870, et sans compter les élèves des collèges et instituts d'études secondaires (16). Pour des familles de grande influence politique comme les Otoni, les Chermont, les Teixeira Leite, Toledo Piza les études en Belgique se font une véritable tradition (17). Contrairement à la fâcheuse réputation des Brésiliens pour leur tendance au *bacharelismo* ou les études de droit, ces étudiants s'inscrivent plutôt en médecine et en sciences appliquées. Surtout Gand et Liège délivrent près de 100 diplômes à des ingénieurs brésiliens, qui se révèlent bientôt des contacts précieux.

Ainsi un ancien élève de Gand, l'ingénieur-architecte Francisco de Paula Ramos de Azevedo devient le plus grand architecte-entrepreneur à São Paulo pour la période de 1879 à 1928 (18). Au début ses constructions suivent un peu trop les modèles franco-belges des grandes villas de style eclectique, mais elles jettent les

premiers fondements d'un solide secteur de la construction et provoquent d'ailleurs une salutaire réaction de tendance moderniste ou neo-coloniale. De toute façon, elles forment un patrimoine monumental de plus en plus apprécié et déjà mieux sauvegardé, avec notamment le Théâtre municipal et le Marché municipal de São Paulo. Ramos de Azevedo se retrouve en 1911 parmi les fondateurs de la *Banque Italo-Belge*, pour laquelle il livre d'ailleurs le projet de son siège de la Rua Alvares Penteado à São Paulo. Il aide alors également le sculpteur et peintre Adriano Van Emelen à obtenir des commandes.

On peut mentionner encore Alfredo Maia, ingénieur civil de Gand en 1978, qui occupera des positions-clé dans les chemins de fer, notamment à la direction de la *Sorocabana*, ou Edgard de Souza, parti à l'âge de 15 ans de Campinas pour réaliser des études d'ingénieur à l'Université de Liège de 1891 et diplômé en 1900 de sa fameuse Ecole Montefiore pour ingénieurs électriciens. Celui-ci, de retour au Brésil, joue un rôle décisif dans l'électrification de son pays (19).

Dans le domaine des idées le séjour en Belgique peut avoir une influence déterminante sur certains étudiants brésiliens. Ils y font connaissance avec le krausisme juridique de H. Ahrens, qui voit son *Cours de Droit Naturel ou de Philosophie du Droit* adopté dans les Facultés de Droit brésiliennes, ou avec la philosophie positiviste, dont Luís Pereira Barreto devient le porte-drapeau (20). Certains publient des livres en Belgique, critique comme celui sur de Francisco Antonio Brandão Jr sur *A escravatura no Brasil* (Bruxelles, 1865), ou plutôt propagandiste comme *Don Pedro II, empereur du Brésil* (Bruxelles, 1876) d'Anfriso Fialho et *Les Blancs au Brésil* (Rio de Janeiro et Louvain, 1881) de Santos Barreto. D'autres y participent à des mouvements artistiques comme João Itiberê da Cunha, auteur d'un recueil de poèmes, *Préludes* et actif dans *La jeune Belgique* et les cénacles des symbolistes.

Quelques étudiants ou leurs familles s'établissent à demeure en Belgique, comme rentiers, négociants et y font souche. C'est notamment le cas de Ladislav Furquim d'Almeida, auteur d'une brochure sur le tabac du Brésil. Tout à fait surprenant et sans doute unique en son genre est l'apparition d'une *Compagnie brésilienne des Tramways*, fondée à Rio de Janeiro au capital de 1200 *contos de reis*, soit un peu plus de trois millions de francs (21). Représentée par deux Belges, qui font des affaires au Brésil, Paridant et Laureys, elle reprend à Bruxelles en 1874 deux lignes de tramways et y fait circuler une quarantaine de voitures aux couleurs rouge foncé et bientôt aussi quelques-unes d'un brun chocolat, qui fera date dans la mémoire des Bruxellois comme de *chocolate tram*. Toutefois la gestion périclita et en 1880 la compagnie est absorbée par les *Tramways bruxellois*.

#### LA FIVRE BRÉSILIENNE

C'est précisément vers 1880 que l'engouement des milieux d'affaires belges pour le Brésil semble soudainement prendre plus d'ampleur au point de se transformer en une sorte de spéculation, baptisée par les contemporains de *fivre brésilienne*, qui prend progressivement le relais d'autres fivres belges pour la Russie, l'Argentine, la Chine ou l'Égypte.

Parmi les signes indicateurs on peut d'abord relever une augmentation assez sensible des publications, qui développent les connaissances concernant le Brésil. Ces livres de voyage et articles dans les revues spécialisées méritent d'être mieux connus

et étudiés par les spécialistes de l'image du Brésil. À côté de leurs rapports généralement bien documentés dans le *Recueil consulaire*, des diplomates belges publient leurs impressions concernant les progrès du Brésil (22). Plusieurs revues rapportent des notes de voyage ou des expériences personnelles comme celles du savant naturaliste Walthère de Sélys-Longchamps, qui parcourt la région de Rio de Janeiro et l'intérieur de Minas Gerais (23). Après un voyage de prospection en 1875 pour sa firme, qui peut fournir du matériel pour les raffineries de sucre et les chemins de fer, l'ingénieur Albert Verhaeren défend, face au discrédit généralisé des pays latino-américains, la fiabilité des entrepreneurs brésiliens (24). Il surgit néanmoins des regards plus critiques, inspirés principalement par le débat sur l'esclavage au Brésil. Eugène Hins, devenu proudhonien et secrétaire de l'Internationale ouvrière, réédite le récit de son séjour au milieu des esclaves dans une plantation du Pernambuco (26). Un jeune ingénieur agricole, Léon Dumas raconte les péripéties de son échec comme agriculteur, pratiquant la polyculture sur une propriété modeste, pendant un séjour de 18 mois de 1877 à 1878 (25).

L'abolition de l'esclavage lève cette hypothèque et ouvre la voie à une approche plus réaliste. Hubert Van de Putte est, après son voyage de 1889, un des premiers à signaler et à détailler de plus près l'industrialisation rapide de São Paulo grâce à l'esprit pratique et progressiste des Paulistes, *ces Yankees du Sud* (27). Peu de temps après le poste de São Paulo est confié à un consul de carrière, qui lui aussi essaie régulièrement d'y attirer des entrepreneurs belges. Dans cette perspective un historien jésuite, le père Kieckens, ne manque pas d'évoquer le précédent du premier investissement anversoïse de la famille des Schetz dans la sucrerie de São Vicente au XVI<sup>e</sup> siècle (28). Cette approche plus réaliste sinon affairiste transparaît dans les notes de voyage d'Edmond Carton de Wiart, personnage de l'entourage immédiat du roi Léopold II (29). Les grands travaux de la modernisation de Rio de Janeiro n'échappent pas à ce globetrotter et conférencier attitré qu'est l'avocat Jules Leclercq (30).

De leur côté les autorités brésiliennes découvrent les vertus de la réclame moderne. Au-delà des traditionnels abonnements à la presse bruxelloise pour obtenir des rectifications, ils fournissent des subsides à des feuilles comme *L'émigration* de G. Lennox. À Anvers la Sociëteit Royale de Geographie et son *Bulletin* servent volontiers de tribune aux voyageurs-conférenciers ou à la présentation systématique des provinces et richesses brésiliennes par des consuls pleins de zèle comme Alexandre Baguet ou F. A. Georlette. Le Brésil se présente lui-même aux Expositions internationales, avec un stand important à Anvers en 1885 et à Bruxelles en 1910 avec déjà son propre pavillon, qui abrite un panorama, un cinématographe et une salle de dégustation de café, maté et cacao. En fait, déjà en 1887 le peintre Vítor Meirelles a présenté un grand Panorama de Rio de Janeiro, réalisé ensemble avec son collègue belge, Henri Langerock. Ce dernier est aussi l'auteur d'un *Diorama, Village indien de l'Amérique du Sud*, exposé en 1889 à la place Poelaert à Bruxelles. Le navire-école brésilien Benjamin Constant visite fin juillet 1907 le port d'Anvers.

Des diplomates comme le comte de Villeneuve et surtout l'historien Manuel de Oliveira Lima se distinguent par une promotion plus culturelle de leur pays. Villeneuve tient un salon, où symbolistes belges et brésiliens peuvent se côtoyer. Oliveira Lima étale volontiers son propre grand talent d'historien du Brésil par des conférences dans les sociétés savantes et universités, à Louvain ou à la Sorbonne, mais il inaugure aussi un cours de portugais à l'Université de Liège et patronne aussi les synthèses de Victor Orban sur la littérature brésilienne. Il organise même au

Théâtre de la Monnaie un des premiers concerts de musique brésilienne avec notamment des oeuvres du padre José Maurício, l'ouverture du *Guarani* de Carlos Gomes et le prélude de *Tiradentes* de Macedo (31). Pour mieux défendre les intérêts économiques plusieurs représentations spéciales sont installées en Belgique, avec Luiz Raphael Vieira Souto et Bandeira de Mello à la Délégation officielle pour l'Expansion économique vers 1907-1911 et Francisco Ferreira Ramos ou Edmundo da Fonseca, comme commissaire général de l'Etat de São Paulo vers 1908-1913.

L'enjeu et les premiers résultats de cette réclame sont une augmentation assez sensible des émigrants belges pour le Brésil, avec déjà plus de 1000 partants en 1885. Le recrutement par des agents payés et les passages gratuits amènent toujours beaucoup de gens mal préparés et inaptés à l'agriculture. On les voit errer dans les rues de São Paulo. Il en résulte des rapatriements et des dénonciations véhémentes de ce trafic de chair humaine comme dans *La nouvelle Carthage* (1888) de Georges Eekhoud.

C'est pourquoi on essaie à nouveau la création d'une colonie belge, cette fois dans le cadre du nouveau système de colonisation du gouvernement brésilien, qui aménage des propriétés existantes sous la garde d'un directeur. Un abbé belge, Vanesse, profitant de l'engouement des milieux catholiques belges pour l'émigration sous le patronage de la Société de l'Archange Saint-Raphaël, s'improvise directeur et engage une vingtaine de familles de la région de Charleroi vers la colonie Rodrigo Silva à Porto Feliz dans la province de São Paulo. Les colons ont leur voyage payé et reçoivent des vivres à l'arrivée, mais ils doivent disposer d'un capital de 1000 francs et payer leur lot de 25 à 30 hectares à crédit en 4 ans. Peu de mois après leur installation des plaintes se font entendre concernant la direction incompétente et malhonnête et l'insuffisance des terres trop épuisées. Les colons étouffent dans des maisons préfabriquées en fer et tôle, système Danly importées de Belgique à un prix excessif. Seulement quelques familles réussiront à se maintenir sur place.

Cette émigration belge, qui dépasse à peine les 6000 personnes, représente un chiffre dérisoire en comparaison avec les centaines de milliers d'Italiens, Portugais, Espagnols, Allemands, Polonais ou même Libanais et Japonais. Elle présente toutefois un phénomène assez particulier par le nombre élevé de jeunes diplômés, qui ne trouvent pas d'emploi convenable en Belgique et se décident à s'expatrier, au départ temporairement. Le plus fameux est sans doute Louis Cruls, nommé directeur de l'Observatoire impérial de Rio de Janeiro. Il dirige en 1894 l'expédition pour choisir et délimiter l'emplacement de la nouvelle capitale (32). Hubert Puttemans rejoint le premier corps d'enseignants de la *Escola Politécnica* de São Paulo, fondée en 1893 et devient très vite la pépinière de l'industrialisation rapide de cet État (33). Mentionnons aussi une douzaine d'agronomes, sortis de la Faculté de Gembloux, qui, tel Louis Misson, dirigent au Brésil des stations expérimentales ou des postes zootechniques comme celui de São Paulo ou occupent des postes dans l'enseignement agricole (34). L'agronome Imile Lecocq est un des premiers à valoriser et exploiter la sylviculture à des fins industrielles notamment pour la fabrication de la cellulose. Les compagnies anglaises ou françaises, qui s'implantent au Brésil, font souvent appel à des diplômés belges, comme l'ingénieur Mauricio Isralson, qui dirige pendant quelque temps les explorations de la *Companhia Minas de Jacobina* (°1887) dans la Province de Bahia (35).

Parmi ces expatriés il se retrouve aussi quelques femmes. La putesse Georgina Mongruel, une des premières normaliennes issues de l'école de Bruxelles, délaissée par

son mari, donne des cours de français et de piano à Curitiba dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle et y figure quelque peu comme la muse du groupe symboliste et néo-pythagorique de cette ville (36). En 1913 Marie Rennotte, médecin-chirurgien, est citée comme fondatrice de l'hôpital des enfants, pionnière de la formation des infirmières et présidente de la Croix-Rouge. Il faut réserver une place non négligeable aux mariages mixtes belgo-brésiliens comme celui baryo do Rio Branco avec Marie Stevens ou, inversement, de la soeur de Pandiá Calógeras, spécialiste et ministre des richesses minières, avec le ministre Joseph van Humbeeck.

Parmi ces expatriés surgit une catégorie bien particulière avec les nombreux missionnaires belges, qui à partir de 1895 affluent au Brésil. La chute de l'Empire, qui amène la fin du patronage impérial et des restrictions de toutes sortes sur l'organisation ecclésiastique, et la séparation de l'État et de l'Église instaurée sous le nouveau régime républicain poussent le Vatican à la reprise en main de l'église brésilienne et à la romanisation d'un clergé réputé pour sa liberté de moeurs. Le pape Léon XIII confie la reconquête des riches abbayes bénédictines, situées en plein centre de Salvador, Rio de Janeiro et São Paulo au moine belge, dom Gérard van Caloen, qui la réalise à la hussarde comme un autre Léopold, garni de la même barbe imposante et appréciant fort les villes d'eaux et les voyages en haute mer (37). Il se fait élire abbé et ne ménage nullement les derniers vieux moines brésiliens, qui vivent avec leurs familles en rentiers des nombreuses propriétés immobilières. Lorsque en octobre 1910, dans le contexte de la révolution au Portugal, une multitude populaire enragée assaille l'abbaye de Rio de Janeiro et oblige l'armée à la protéger militairement, Van Caloen s'imagine de l'hypothéquer auprès de financiers anglais à fin de la soustraire à une éventuelle confiscation. D'autres abbayes et ordres contemplatifs sont sollicités pour s'implanter au Brésil, notamment les trappistes d'Orval et les prémontrés d'Averbode. Ces derniers établissent un séminaire à Pirapora près de São Paulo et ensuite des collèges à Jaguarão, puis à Petrópolis et à Jauú (38). Après la première guerre mondiale les Joséphites créent en 1924 une mission à Iguassú dans le sud de Bahia.

En moins de vingt ans, de 1896 à 1914, cinq congrégations féminines les suivent au Brésil pour y ouvrir des orphelinats et des pensionnats: les Soeurs de Saint-Vincent-de Paul de Ghyseghem d'abord à Recife et puis à São Paulo, les Soeurs des Coeurs de Jésus et Marie de Berlaar au Minas Gerais, les Dames de l'Instruction Chrétienne de Doorezele de Gand à Recife, les Chanoinesses de Saint-Augustin de Jupille au Collège des Oiseaux et les Dames de Saint-André de Ramegnies-Chin à Jaboticabal. Globalement les congrégations féminines s'enracinent plus facilement.

Ce sont cependant les investissements belges au Brésil, qui amènent le plus grand nombre de jeunes Belges à acquérir cette expérience brésilienne ou même à y trouver un avenir définitif. À partir de 1876 il se crée en un peu plus d'un quart de siècle une trentaine de sociétés belges pour opérer au Brésil, dont l'ensemble du capital dépassera les 100 millions de francs (39). Elles envoient des centaines d'ingénieurs, comptables, techniciens et mécaniciens au Brésil.

Ces investissements commencent tout naturellement par les chemins de fer. Dès la construction des premiers tronçons du chemin de fer Dom Pedro II la Belgique y est présente grâce à l'assistance technique d'un officier du génie belge, Henri Vlemincx. Déjà avant 1868 elle y fournit quelques locomotives et wagons de marchandises (40). La mesure que le réseau ferroviaire s'étend durant les années de 1870 et 1880, les usines belges de Thy-le-Château, Cockerill, Ougrée, Marcinelle et



Couillet livrent du matériel pour les chemins de fer *Leopoldina, Sorocabana, Oeste de Minas, Central de Bahia, Central de Pernambuco, Ribeirão ao Bonito, Sobral, Baturité*. Il s'agit déjà plus rarement de locomotives mais plutôt de rails, wagons et ponts. Les livraisons les plus importantes et variées sortent des ateliers de la *Dyle et Bacalan* à Louvain (41).

Cette entreprise franco-belge importe du bois brésilien pour construire ses wagons, notamment celui de l'Empereur lui-même, bien conservé au musée ferroviaire d'Engenho de Dentro à Rio de Janeiro. Elle participe aussi au capital de la *Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens*, qui reprend en 1879 la concession de la prestigieuse ligne Curitiba-Paranaguá sur un projet de l'ingénieur Antonio Rebouças (42). Ainsi *Dyle et Bacalan* ouvre en 1880 une filiale à Curitiba pour exécuter les travaux, tout en s'assurant d'importantes commandes de viaducs et ponts métalliques. Au milieu des années 1890, devant la fin des travaux, le fonctionnement satisfaisant de la ligne et des recettes appréciables, grâce aussi à la garantie officielle plus que généreuse, les directeurs de la société cherchent d'autres travaux du côté du port de Rio Grande et d'une prolongation de la ligne vers Assumguy.

Cependant un de leurs ingénieurs brésiliens, Jovo Teixeira Soares dispose d'une concession pour relier São Paulo au Rio Grande do Sul (43). À défaut de trouver l'argent nécessaire auprès des banquiers anglais, il vient frapper à la porte du financier belge Franz Philippson, qui prétend, selon le chargé d'affaires brésilien da Cunha, avoir placé plus de titres brésiliens que la maison Rothschild. Soares se rappellera encore vingt ans plus tard qu'il y est bien reçu et a pu réunir en peu de temps un capital de 71 millions de francs.

En effet les milieux d'affaires belges comprennent assez tôt qu'ils ont intérêt à financer la construction et l'exploitation de chemins de fer pour s'assurer des commandes importantes en même temps que des rentes garanties par les États constructeurs. Ce qui semble réussir en Italie, en Espagne ou même en Chine, justifie des essais sudaméricains au Mexique, en Argentine et au Brésil. Deux filiales de la *Compagnie Générale de Chemins de fer Secondaires*, la *Compagnie des Chemins de fer Sud-ouest Brésiliens*, fondée en 1891, et la *Compagnie auxiliaire des chemins de fer au Brésil*, fondée en 1898, dont le capital va progressivement monter à près de 75 millions, vont se charger de la construction et de la gestion d'un immense réseau, qui au Rio Grande do Sul s'étend sur près de 2500 km (44). Si le matériel roulant provient de plus en plus des États-Unis ou d'ateliers brésiliens, les ponts métalliques livrés par la *S. A. Usines de Braine-le-Comte* s'élèvent déjà en 1899 à plus de 100.000 tonnes. Sous la direction d'un ingénieur très motivé et décidé comme Gustave Vauthier, un ancien du Congo, constructeur du chemin de fer Matadi-Léopoldville, ces compagnies construisent aussi des gares, des entrepôts et des villages ferroviaires pourvus du confort moderne et même dotés d'une coopérative ouvrière réputée comme celle de Santa Maria. Néanmoins de nombreux conflits opposent la direction belge aux autorités régionales, aux usagers et aux ouvriers concernant la longueur exagérée des tracés, les fréquents déraillements, la lenteur des services, les tarifs exagérés ou la concurrence faite aux commerçants traditionnels de la région. De leur côté les actionnaires belges pensent un peu trop à la régularité des dividendes et manquent de capitaux le réseau est repris en œuvre la voie au financier américain Percival Farquhar, qui réussit à drainer d'énormes capitaux, même en Belgique, et à intégrer le réseau dans sa supersociété du Brazil Railway. Cette superconstruction est loin de donner satisfaction et après la première guerre mondiale les Belges reviennent pour une

courte période à la gestion. Entretemps des capitux belges s'intéressent depuis 1904 à l'organisation de la Noroeste pour construire le chemin de fer Baurú-Corumbá (45).

Dans un autre secteur clef de la modernisation, la production énergétique, des Belges conquièrent en 1886 une position stratégique et aparamment très prometteuse. Il s'agit de l'clairage au gaz de la ville de Rio de Janeiro aux mains d'une compagnie organisée en 1850 par le pionnier de l'industrialisation brésilienne, Irineu Evangelista de Souza, le célèbre *barão* de Mauá, et passée par la suite en 1865 sous contrôle anglais (46). Lorsque que son privilège vient à expiration, les autorités formulent de nouvelles exigences pour un service public plus économique et plus moderne. C'est un industriel français Henri Brianthe, actif dans les services portuaires de la ville, qui enlève la concession. Il organise en 1886 à Bruxelles la *S. A. du Gaz de Rio de Janeiro*, au capital de 5 millions de francs, aussitôt augmenté à pas moins de 22 millions, grâce à d'importantes souscriptions anversoises et suisses. Dans son conseil d'administration se retrouvent le financier Édouard Otlet, les spécialistes du gaz Lucien Guinotte et Léon Somzée et les négociants Pécher. On y réserve aussi une place à des Brésiliens comme l'ingénieur Fernandes Pinheiro, les financiers *conde* de Figueiredo et *visconde* do Guahy et plus tard João do Rego Barros, dans l'espoir de garantir de bonnes relations avec les autorités. En effet, les anciens propriétaires anglais et leurs partisans brésiliens ne manquent pas d'hostiliser les nouveaux exploitants.

Ceux-ci, sous la direction générale de Joseph Ropsy-Chaudron, construisent plusieurs gazomètres et un quai pour le déchargement de charbons avec une grue à vapeur, installent de nouveaux fours, condenseurs et épurateurs et doublent la production (47). Ils rénovent les canalisations et les étendent aux faubourgs, substituent et multiplient les lampadaires et font de nouveaux abonnés particuliers. L'exploitation permet de distribuer des dividendes de 9% pour 1888 et de 7,11% pour 1889.

Les années suivantes s'annoncent pourtant bien plus difficiles à la suite d'une incendie violente en 1889 et des fuites de gaz croissantes. Une forte épidémie de fièvre jaune sévit à Rio de Janeiro et affecte l'approvisionnement en charbons et la régularité du service public. Elle frappe le personnel belge de plusieurs décès comme ceux des ingénieurs Henri Becker et Waltère Heynen. La nécrologie d'un ingénieur d'origine luxembourgeoise, Victor Mousel, mort à l'âge 38 ans en 1892, le présente comme un martyr de l'effort industriel, *un chef à son poste dès 6 heures et souvent jusqu'à 10 heures, capable de ramener les nombreux ouvriers et employés à une discipline plus ferme mais paternelle et de satisfaire les exigences des habitants, fils du soleil, amateurs de lumière éclatante, en créant un éclairage au gaz plus brillant que celui employé en Europe.*

En outre, des litiges avec les autorités se multiplient concernant les réductions de prix et les arriérés de paiement. Il pleut des amendes répétées pour insuffisance ou excès de pression et non-conformité aux engagements. La *Gaz do Rio* se révèle le bouc émissaire tout choisi pour tous les mécontentements. Ces relations ne s'améliorent nullement lorsqu'après la chute de l'Empire la direction s'exerce au chantage en intervenant auprès de son ministre des Affaires Étrangères pour que le gouvernement belge conditionne la reconnaissance diplomatique du nouveau régime à une plus grande complaisance. Le roi Léopold II lui-même insiste dans une audience à l'ambassadeur brésilien Teffé pour obtenir satisfaction. Considérant la susceptibilité du pouvoir républicain, une telle démarche ne peut que produire un effet négatif. Ni

les pressions françaises ou suisses n'arrivent à amadouer les responsables brésiliens, qui affichent plus volontiers leurs intérêts et convictions nationalistes. Ainsi l'inspecteur chargé de l'éclairage, Jayme Benevolo invoque la *desnacionalização* ou la perte de protection nationale, acceptée implicitement par la société belge lors de son installation au Brésil et il exhorte les entrepreneurs brésiliens à engager leurs capitaux dans le service public et à trouver des matières premières de substitution à l'importation des charbons, qui pèsent trop sur la balance commerciale.

De nouveaux accrocs se produisent d'ailleurs lors de la rébellion de l'amiral Saldanha da Gama à la fin de 1893, qui bloque les activités de déchargement du charbon dans la baie de Guanabara et plonge un moment la ville dans l'obscurité avec des risques de pillage et d'anarchie. Malgré un nouvel appel au roi Léopold II, la société n'obtient pas la protection nécessaire du côté des navires anglais et doit se tourner vers les Américains.

Au début de 1891 il est donc déjà question dans les milieux boursiers bruxellois de céder la société à un nouveau groupe de capitalistes brésiliens, organisé par le *Banco de Paris e Rio*, mais le change est à la baisse et le gouvernement brésilien s'oppose au transfert d'une grande somme en monnaie or. Cependant les résultats industriels s'améliorent quelque peu. La consommation augmente grâce à la vente de quelques milliers de cuisinières à gaz et d'appareils de chauffage, qui permettent d'ailleurs d'épargner le bois des forêts environnantes. De nouveaux émissaires rétablissent de bonnes relations avec les autorités, obtiennent une restitution partielle des amendes et entament des négociations pour le renouvellement de la concession. Les actions remontent et la société arrive à réaliser des bénéfices pour les années 1895 et 1896. Elle dessert alors plus de 10.000 lampadères publics et plus de 20.000 compteurs de particuliers.

À partir de 1897, sa situation se détériore à nouveau à la suite de la baisse du change et des hausses du fret des charbons. Les négociations traînent en longueur et des financiers brésiliens se retirent. En 1899 la société obtient finalement la prolongation de sa concession pour le gaz, mais moyennant la promesse d'introduire l'éclairage électrique au prix moins cher. Le personnel européen se recrute avec difficulté et les dépenses montent en flèche. En 1903 des grèves parmi les ouvriers imposent des hausses de salaires. Depuis des années il court des bruits qu'on fera sauter l'usine pendant le carnaval pour plonger la ville dans l'obscurité et en 1900 la police prétend avoir découvert un complot à cet effet. Les émeutes de novembre 1904 détruisent près d'un millier de candélabres. Les grands travaux de transformation urbaine et de construction augmentent considérablement les fuites de gaz jusqu'à 22% et font diminuer la consommation. Face aux résultats décevants et aux arriérés accumulés des dividendes, les administrateurs hésitent à faire les nouveaux investissements de 10 millions nécessaires pour l'installation de l'électricité. Les tractations à la recherche de nouveaux partenaires chez la société allemande *Helios* ou la *Banque d'Outremer* n'aboutissent pas et la société doit même signer un concordat préventif, qui affectera ses bénéfices aux premières installations de l'électricité. Les premiers travaux se révèlent d'ailleurs tout à fait insuffisants.

Pourtant, la capitale du Brésil ne veut plus se passer de l'éclairage électrique, d'autant moins qu'y circulent des tramways électriques et que d'autres villes brésiliennes s'en sont déjà équipées. En fait, les premiers essais datent de 1887 avec l'organisation à Rio de Janeiro d'une *Companhia Força e Luz*, qui prétend exploiter les accumulateurs électriques de l'ingénieur belge Edmond Julien. À la présidence on

retrouve Ladislas Paridant, l'homme d'affaires des tramways belgo-brésiliens de Bruxelles. Toutefois, son usine, installée au Largo de São Francisco de Paula, fournit à peine l'électricité pour l'illumination d'un théâtre, de quelques magasins voisins et une centaine de lampadaires. Malgré l'appel à l'ingénieur Julien, la compagnie n'arrive pas à sortir d'une situation financière trop précaire et doit bientôt cesser ses activités.

L'électrification complète de Rio de Janeiro n'avance que vraiment à partir du moment où le Canadien Alexander Mackenzie acquiert des concessions aussi bien pour l'exploitation des chutes d'eau voisines, la construction des usines de force hydraulique et la vente de l'électricité. Il organise en 1902 à Toronto une puissante nouvelle société, la *Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Cy*, au capital de 25 millions de dollars, sous la présidence de F. S. Pearson et avec la participation de l'inévitable Percival Farquhar. Celle-ci réunit alors les lignes de tramways électriques existantes et réussit à absorber en 1905 la *Gaz do Rio*, après avoir acheté suffisamment d'actions auprès de la *Banque liégeoise*. D'autres banquiers d'Anvers et de Bruxelles, surtout E. Stallaerts et Alfred Loewenstein, servent d'intermédiaires pour l'échange des actions et la captation de capitaux pour la nouvelle société, dont la cote est introduite à la Bourse de Bruxelles (48). En 1909 un ancien du *Gaz do Rio*, Théodore Verstraeten réapparaît à son conseil d'administration. Les mêmes agents se chargent toujours des transactions lors d'une nouvelle fusion en 1912 avec la *São Paulo Tramway, Light and Power* dans la gigantesque *Brazilian Traction, Light and Power*, au capital de 120 millions de dollar. Pour autant, les nouveaux gestionnaires américains ne trouvent pas solution à toutes les exigences des autorités, réclamations des usagers et grèves des ouvriers.

Ailleurs au Brésil, les Belges se lancent également dans le secteur de l'énergie, mais ils doivent à chaque fois céder la place à des concurrents. De l'autre côté de la baie de Guanabara, à Nicteroi, le même Henri Brianthe a organisé une société d'éclairage avec des capitaux français et belges. Grâce à la richesse du caoutchouc, Belém, la capitale du Pará, peut se doter de l'équipement urbain le plus moderne. On crée alors à Bruxelles en 1899 la *Compagnie d'Entreprises électriques de Para*, au capital de 1.250.000 francs avec l'apport d'une usine électrique en pleine exploitation par *La Brésilienne*, une société belge active dans les concessions d'hévéa aux mains de capitalistes tels que les Roose, Van Iseghem, de Borchgrave. Malgré des résultats satisfaisants il est bientôt question d'une reprise par une société américaine. À Bahia le privilège exclusif de la distribution du gaz et de l'électricité est acquis par la *Compagnie d'Éclairage de Bahia*, constituée à Bruxelles en 1901 par les Brison, les Somzée et la *Compagnie Hongroise de Gaz et d'Électricité*. La société rénove les installations et les machines et étend le réseau d'éclairage aux quartiers suburbains près des plages. Ses résultats souffrent toutefois de la concession à une autre compagnie, *Carris electricos de Bahia*, du groupe Siemens, qui exploite des lignes de tramways et dont beaucoup d'usagers parviennent à tirer leur électricité. En 1905 une opération semblable à celle de Rio de Janeiro se répète et un nouveau groupe canadien de la *Bahia Gas and Electric Cy* reprend les deux sociétés, dont les actionnaires belges peuvent échanger leurs titres chez un banquier bruxellois, sans doute Alfred Loewenstein. L'intérêt des capitalistes belges pour l'électrification du Brésil semble alors tellement évident pour que la société *Empreza de Força e Luz Norte de São Paulo* de la famille Villela introduise en 1912 auprès du *Crédit Général Liégeois* une demande d'emprunt de 2.500.000 francs. Malheureusement, la *Bahia Gas and Electric* glisse dans les mains de l'éternel Farquhar et

D'autres capitalistes belges ont les yeux plutôt rivés sur la propriété immobilière et l'étendue des terres au Brésil, loin du regard sourcilieux des autorités et de l'opinion publique brésiliennes. Vers 1890-1900, profitant de la baisse du change, plusieurs projets d'acquisition de grandes plantations de café figurent au programme de prospecteurs et d'hommes d'affaires comme les Anversois Van Varenbergh et Wégimont, le Gantois Vande Putte et le Brugeois Jean de Brouwer. Il ne semble pas qu'il y ait des résultats concrets. Par contre les plantations de cocotiers et bananiers attirent la *Société belge de plantations au Brésil*, au capital d'un million de francs, à Baixio près de Conde à Bahia et la *Fazenda Flandria* sur l'île d'Itaparica, dirigée par A. Standaert. Dans les forêts autour de Petrópolis la firme franco-belge Binot approvisionne les fleuristes belges et principalement gantois en orchidées et autres plantes exotiques au point de porter atteinte à la richesse et diversité botanique de la région.

Cette recherche de matières premières pour le marché mondial et les industries belges engage certains milieux anversois dans une voie bien périlleuse (49). Le mirage du caoutchouc faillit attirer le roi Léopold II lui-même dans le guêpier d'un Brésil, qui lui semble alors devoir se désintégrer par les coups d'états militaires et les luttes fédéralistes. Il n'ambitionne pas moins que de nouvelles acquisitions territoriales de type colonial dans les régions litigieuses, soit l'Acre, une région en sécession sur la frontière de la Bolivie, soit l'Oyapoc, sur la frontière de la Guyane, disputée par la France. Au départ d'une réédition de l'aventure congolaise se trouve l'achat d'une immense propriété à Descalvados, sur la frontière du Mato Grosso avec la Bolivie, le domaine Cibils, avec un abattoir et des installations pour l'extraction de la viande, sur le modèle anglo-belge de la Liebig de Fray Bentos. Pour diriger l'exploitation et y garantir la sécurité face aux voleurs de bétail les nouveaux propriétaires y envoient des anciens officiers de l'État libre du Congo. Il en résulte une gestion incompétente des troupeaux et de nombreux conflits avec les puissants de la région. En même temps d'autres Belges font en Amazonie et encore au Mato Grosso l'acquisition de concessions d'immenses forêts riches en hévéa, mais souvent douteuses et contestées. Tout ceci ne peut que susciter la méfiance des officiels brésiliens, qui sont bien informés par la campagne des *Congo Horrors*. L'échec de cette récidive léopoldienne se doit tant à la diminution catastrophique des troupeaux de Descalvados qu'à l'effondrement des prix du caoutchouc. C'est encore une fois Farquhar, qui recueille en 1911 une partie des avoirs belges pour réorganiser l'abattoir de Descalvados et l'intégrer dans sa *Brazil Land, Cattle and Packing Company* sans toutefois obtenir des résultats plus durables.

La politique protectionniste des autorités brésiliennes et une meilleure perception de la croissance du marché intérieur et du pouvoir d'achat des classes moyennes dijū plus nombreuses amōnent quelques entrepreneurs belges ũ se lancer dans la production des biens de consommation au Brésil même. Le textile est resté longtemps aux mains d'entrepreneurs brsiliens, qui engagent occasionnellement des contremaîtres belges comme les Queiroz à Piracicaba ou achōtent en Belgique des machines et du matériel de construction comme pour la grande usine Petropolitana près de Petrópolis. Certains y trouvent aussi l'inspiration pour une expérience paternaliste dans l'organisation d'une comme Alberto Carlos de Menezes ũ Camaragibe près de Recife. Une ouverture pour des entrepreneurs itrangers se dessine pluttt dans les itoffes de luxe que dans la grosse production cotonniōre. Ainsi deux spécialistes des laineries de Verviers, Fridric d'Olne et son beau-frère arrivent au Brsil après un premier sjour au Portugal. Associis à un patron portugais, ils l'aident ũ

crier en 1896 un tissage de laine à Barreto, près de Nicterói, mais prennent finalement le contrôle de l'entreprise, qui sous le nom de *Tecidos Aurora* restera longtemps une référence de qualité. Leur exemple est bientôt suivi par les frères Julien et Robert De Baere, qui, ensemble avec Fernand Delcroix, créent en 1906 à Rio de Janeiro le *Lanificio Minerva*. Là encore, Pascal Baronheid dirige vers la même époque une entreprise semblable.

Finalement, les grands patrons du textile belge semblent également vouloir se risquer au Brésil. La *Société cotonnière belgo-brésilienne*, fondée à Anvers en 1907 par des capitalistes anversois comme Fuchs, De Decker, Édouard Thys et les Feyerick de Gand, installe une usine à Jabotatoy dans la périphérie de Recife et y crée le village ouvrier de Morenos. Par contre les *Établissements Gratry*, qui exploitent déjà des usines en Argentine et au Chili et installent un comptoir à Rio de Janeiro en 1910, ne pourront développer leur projet brésilien.

Pour la verrerie on note également l'afflux de techniciens belges mais dans un secteur largement dominé par les Français à São Paulo. C'est le cas à São Bernardo en 1892 et par la suite à Agua Branca. Signalons à titre de curiosité la *Vidraria Paranaense* à Curitiba, une gobeletterie créée par Alphonse Solheid, un militant socialiste, qui après les incidents de 1885 a trouvé refuge au Brésil. Parmi les petites et moyennes entreprises on peut encore mentionner la cordonnerie Henri Mallerme et fils à Rio de Janeiro, qui équipe l'armée brésilienne de chaussures, Edmond Delvaux et Cottenier, *Industries réunies d'Icarahy*, à Nicterói, la savonnerie et parfumerie Bogaert à São Paulo et dans cette même ville la célèbre *Rôtisserie Sportsman*, dont l'associé principal est un ingénieur agronome, Émile Tobias. En 1910 les *Grandes Brasseries de l'Étoile* et quelques actionnaires comme Arnold d'Udekem d'Accoz et le baron Cogels se lancent dans le florissant secteur de la brasserie par la reprise d'un établissement existant à Rio de Janeiro, mais ces *Grandes Brasseries de Rio de Janeiro* n'arrivent pas à rentabiliser le capital de 2.000.000 francs et déjà en 1913 la société est mise en liquidation. De même l'*Hôtel de Belgique*, qu'une dame Leclercq y tient à la *rua das Laranjeiras* vers 1920 n'a pas pu s'imposer comme une adresse incontournable pour les Belges de passage dans la capitale brésilienne.

Pendant longtemps l'expansion commerciale et industrielle belge au Brésil se croit handicapée par l'absence d'institutions bancaires belges, capables de soutenir les exportations, importations et investissements. Il ne manque pourtant pas de capitalistes intéressés à placer avantageusement leur argent dans les emprunts du gouvernement brésilien fédéral. Ainsi, dès 1844, des fonds pour la valeur de 300.000 francs se retrouvent chez des hommes d'affaires anversois comme Félix van Baerle. Face à l'avènement de la République en 1890 le *Moniteur des Intérêts Matériels*, périodique de grande influence dans les milieux financiers et dont les propriétaires, la famille de Laveleye, ont des liens particuliers avec le Brésil, proclame le maintien de la bonne disposition, qu'il dit avoir toujours manifesté pour l'empire, brésilien, *un des pays d'outre-mer avec lesquels des affaires seront le plus aisément faites*. Il cite ainsi en exemple un chevalier Raphaël de Bauer à Bruxelles, qui souscrit à 1.300 actions de la *Banque Nationale du Brésil* du comte de Figueiredo, sans doute une partie déjà considérable de la moitié de son capital, que la *Banque de Paris et des Pays-Bas* prétend avoir placé en Europe vers 1890. L'*encilhamento* ou la flambée de création de nouvelles sociétés au Brésil pour un capital global de 1.332.306.600 milreis, qui dépasse de 200 millions la totalité de la dette extérieure et intérieure, ne semble pas l'inquiéter outre mesure, puisque le gouvernement astreint ces sociétés à verser 30% de leur capital. Le *Moniteur* du 16 novembre 1890 n'hésite donc pas de donner une

réponse affirmative à la question sur *l'opportubnité d'engager de nouveaux capitaux aux États-Unis du Brésil*.

Dans ce contexte on ne peut que s'étonner un peu plus que les milieux financiers belges ne procèdent pas à la création d'une banque pour le Brésil. Finalement, en juillet 1899, le chargé d'affaires brésilien à Bruxelles, Rodrigues Torres croit pouvoir rapporter des bruits concernant la fondation d'une banque belgo-brésilienne au capital de 25.000.000 francs. En réalité il ne s'agit pas encore d'une véritable banque spécialisée mais plutôt d'un puissant nouveau holding, la *Banque d'Outremer*, constituée en 1899 avec des actionnaires aussi importants que Franz Philippson, Albert Thys, Léon Lambert, qui s'intéressera à plusieurs investissements ferroviaires et miniers outre-mer et notamment au Brésil. Elle prend dans son portefeuille également une participation de 3000 titres dans la *Banque nationale brésilienne*, mais bientôt ces actions dégringolent de 200 *milreis* à 70 et cette banque entre en liquidation en 1903. Une autre initiative financière, la *Banque Belge des Prêts Fonciers*, rassemble en 1899 auprès des grands commerçants anversois, les Van de Put, Osterrieth, Havenith, de Bary, Thys et leur *Banque d'Anvers* un capital considérable de 12 millions de francs, dont 5 millions pour la succursale à Rio de Janeiro, qu'elle établit aussitôt en reprenant les actions d'une petite banque allemande, la *Brasilianische Bank für Deutschland*. Elle ne peut toutefois recevoir des dépôts ou opérer dans le change et par conséquence elle ne s'avance pas plus loin que le prêt sécuritaire en monnaie d'or sur biens fonciers. De plus alterne ses applications entre le Brésil et l'Argentine selon la conjoncture et l'évolution des taux du change. Ainsi elle obtient des résultats alléchants avec des dividendes de 6% pour les actions privilégiées. En augmentant son capital à 30 millions elle peut se permettre en 1913 un total de prêts de plus de 100 millions. À Bruxelles aussi, en 1900, il est question de la constitution d'une *Banque belge du Brésil*, au capital de 3 millions, visant des *prêts hypothécaires et l'étude de toutes affaires se rattachant au Brésil*, mais cette initiative ne semble pas se concrétiser.

Pour voir surgir une véritable banque il faudra attendre la création en 1911 de la *Banque de l'Union Belgo-Brésilienne*, bientôt appelée *Banque Brésilienne Italo-Belge*, ou simplement l'*Italo-Belge* (50). Elle trouve ses origines dans la Convention de Taubaté de 1906 et la politique de valorisation du café, par laquelle les gouvernements de São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro, les trois plus grands états producteurs, cherchent à résoudre la surproduction et la baisse des prix (51). Pour réussir cette intervention ils ont besoin d'un emprunt très important, mais le retrait de ses partenaires brésiliens, la réserve des autorités fédérales et les premiers refus de la Banque Rotschild et d'une banque allemande obligent les dirigeants de São Paulo à poursuivre seuls leur politique. Représentés en Europe du Nord par un commissaire, Francisco Ferreira Ramos, qui établit son bureau à Anvers, ils y trouvent des appuis auprès des grands négociants anversois du commerce latino-américain. Parmi ceux-ci Édouard Bunge, tantôt considéré Hollandais, Belge et Allemand, mais solidement implanté en Argentine avec la maison Bunge et Born, joue un rôle déterminant. Ensemble avec d'autres Anversois comme les Grisar et les Carlier il met sur pied la *Banque de l'Union Anversoise*, première ébauche de la future banque brésilienne. Grâce à leurs avances, mais aussi à une moins bonne récolte en 1907-1908, les *Paulistas* réussissent ainsi leur première intervention dans les ventes du café et obtiennent finalement les emprunts et l'argent nécessaires pour la suite de leur défense des prix.

Cette première entente entre Ferreira Ramos et Bunge, qui bénéficie désormais de l'appui de l'ambassadeur brésilien Oliveira Lima, nourrit l'ambition de consacrer la place d'Anvers en un important marché à terme par la création d'une banque puissante. Son capital de 20 millions est souscrit par la *Banque de l'Union Anversoise*, la *Banque de l'Union Parisienne*, les Solvay et aussi avec le concours d'une banque italienne, le *Credito Italiano* de Milan. Non moins décisive est la participation de la *Société Générale*, l'institution financière la plus importante de Belgique, qui détient déjà des intérêts dans la *Compagnie Auxiliaire de Chemins de fer au Brésil*. Au conseil d'administration, sous la présidence de Ferdinand Carlier, se retrouvent, à côté de Bunge et Born, des financiers aussi distingués qu'Auguste de Lantsheere, Édouard Thys et Jules Jadot. D'autre part il ouvre une place importante aux promoteurs de la nouvelle puissance économique de São Paulo avec Antonio Carlos da Silva Telles, un grand propriétaire caféier, Francisco de Paula Ramos de Azevedo, fondateur avec Ferreira Ramos de l'*Escola Politécnica*, et encore Ermelino Matarazzo, fils du célèbre Francisco, et Guilherme de Andrade Villares, représentants du monde industriel. Avec son siège établi à São Paulo, *Rua 15 de Novembro* dans les anciens locaux de la *London and River Plate Bank*, et ses agences de Campinas et Santos la nouvelle banque cherche toujours à s'imposer comme l'intermédiaire obligatoire sur les places européennes pour le commerce du café brésilien. En même temps elle a compris que le monde du café s'associe désormais tout naturellement à l'industrialisation de São Paulo et ainsi elle participe aussitôt à l'augmentation de capital des *Industrias Matarazzo*.

Il n'en faut pas plus pour que le président Carlier lors de son premier voyage à Rio de Janeiro y reçoive un accueil glacial des autorités fédérales Francisco Salles et Pedro de Toledo, respectivement ministre des finances et de l'agriculture du président Hermes da Fonseca, qui est souvent hostile par les bouillants *Paulistas* et leur nouveau représentant en Belgique Bandeira de Mello. Il semble toutefois que les premières méfiances s'effacent et la banque continue son expansion en ouvrant en 1914 une nouvelle succursale à Rio de Janeiro. La Banque améliore aussi sa situation, en se rapprochant d'une autre filiale de la Société Générale, la Banque Belge pour l'étranger, et en admettant un personnage aussi important qu'Émile Francqui, qui accédera bientôt à la présidence. Elle porte son capital à 25 millions et déjà à la fin de 1912 la Banque peut payer des dividendes de 4%.

#### LE MAGNÉTISME DES MINAS GERAIS

Malgré la grande et sans doute excessive dispersion des initiatives expansionnistes belges au Brésil une concentration sur la province du Minas Gerais se fait sentir dès le milieu des années 1890. Cette préférence peut se justifier pour de multiples raisons. D'abord le paysage légèrement montagneux et un climat plus modéré et salubre, le patrimoine artistique et religieux, la douceur discrète de ses gens ont de quoi séduire les voyageurs belges, qui se fatiguent des charmes trop exubérants de Rio de Janeiro, craignent la fièvre jaune et osent enfin pénétrer à l'intérieur (52). Ils y reconnaissent aussitôt des signes évidents de richesses naturelles en abondance et d'une activité économique plus diversifiée grâce à la polyculture, aux mines d'or riantes et à de multiples petites forges, qui utilisent le minerai de manganèse omniprésent. Selon l'historien Francisco Iglesias, Minas Gerais connaît alors une croissance lente, mais décisive. C'est d'ailleurs l'état le plus peuplé du pays.



En 1894 la décision de construire une nouvelle capitale, Belo Horizonte, attire des techniciens belges de la construction tels que le dessinateur Armand Ledent et l'architecte bruxellois Joseph Verdussen (53). Ce dernier, ensemble avec ses frères, y dirige la construction du Théâtre municipal. Il y installe un panneau allégorique du peintre Godi de Bruxelles, mais l'ensemble sera démoli plus tard. Un autre Belge, Joseph De Jaegher, qui a dirigé auparavant une mine d'or, saisit l'occasion pour s'établir comme agent de l'entreprise de ses frères à Bruges, la maison De Jaegher ou la *Société des Ateliers de construction, forges et aciéries*, qui plus tard se transformera en *La Brugeoise et Nivelles*. Il réussit à y placer pour plus d'un million de francs de ce nouveau matériel métallurgique de construction très à la mode. Ses commandes comportent notamment une coupole pour le pavillon central de la gare de General Carneiro, un bâtiment assez original sinon unique par son projet triangulaire, qui sera malheureusement détruit, et encore les structures et toitures du Marché municipal et plusieurs escaliers en fer pour les Secrétaireries de la nouvelle capitale. Au palais du gouverneur, le *Palacio da Liberdade*, l'escalier d'honneur, en trois parties, garni de floraisons en fer forgé, breveté selon le système Joly, mais réalisé dans les ateliers à Bruges, sera considéré cent ans plus tard comme un des plus beaux fleurons de l'art nouveau au Brésil, protégé à juste titre par le patrimoine national.

Une crise assez forte frappe momentanément le progrès et arrête aussi bien les travaux que le peuplement. De Jaegher spéculait sur de nouvelles commandes de matériel, en proposant la constitution d'une société pour le prolongement d'un chemin de fer. Entretemps il a obtenu sa nomination de consul pour une colonie déjà assez surprenante de 25 Belges dans cette ville nouvelle. Certains occupent des postes importants dans la société anglaise du *Morro Velho*, qui exploite des mines d'or à très grande profondeur et escompte augmenter ses dividendes de 6% en 1898 à 20% pour l'année 1900.

Une nouvelle ruée vise soudainement l'exploitation du manganèse et provoque en peu de temps la constitution de trois sociétés belges. L'apport par l'industriel luxembourgeois Charles Bettendorf de plusieurs grandes propriétés et concessions totalisant près de 15.000 hectares dans la région d'Ouro Preto permet la constitution à Anvers en 1899 de la *Société des Mines de Manganèse d'Ouro-Preto*, au capital de 3 millions de francs. On table sur une extraction annuelle de 100.000 tonnes et ses actions de 500 francs s'envolent en peu de temps à 1500 francs. Aussitôt un autre groupe belge, la *Banque d'Outremer* envoie des ingénieurs et prospecteurs sur place et achèterait, selon des informations diplomatiques belges non confirmées, la mine de Wigg. La *Société Belgo-Brésilienne*, constituée en 1899 avec les apports de Léopold Lipman, liquidateur de *Société générale brésilienne d'études et d'entreprises*, détient notamment des options sur une minéralogique de Minas, sur la mine d'or de Rapaera et sur la Compagnie Norte Mineira. Peu après, en 1900 une seconde société, la *Manganèse du Bananal* au capital d'un million de francs pour une propriété à Tripuv est mise sur pied par un homme d'affaires brugeois, Jean de Brouwer, et dirigée quelque temps par Pandiá Calógeras. Elle est aussitôt suivie en 1901 par la *Société minière belge-brésilienne de Tres Cruzes et extensions* avec un apport de l'ancien directeur de l'École des Mines de Ouro Preto, Archias Medrado. Pour peu tous les gisements au long d'un chemin de fer de 45 km passeraient sous exploitation belge.

Dans la foulée les Belges s'intéressent à d'autres investissements miniers au Brésil, particulièrement au Rio Grande do Sul: la *Société des Mines d'Or du Cerrito* à Lavras, constituée en par des personnes réputées comme le baron de Broqueville ou le professeur André Dumont; la *Société des mines de cuivre de Camaquã*, à Caçapava

et la *Société des Mines d'Étain de Campinas*. Au Mato Grosso de gigantesques réserves de manganèse près de Corumbá sont à la base de la fondation en 1906 de la *Compagnie de l'Urucum*, au capital de 4.700.000 francs pour le compte de sociétés métallurgiques belges comme *Ougrée-Marihaye* et *Espérance-Longdoz*. Deux chercheurs d'or belges Fernand et Adolphe van der Brule réalisent vers 1902 des explorations sur les rives du Rio das Bruscas près de Yvonne et Revira (54). À l'invitation d'Eugênio Ferreira de Camargo, qui est à la recherche de pétrole dans la région de Tatuí, près de São Paulo, un docteur en sciences naturelles de l'Université de Liège, Auguste Collon y exécute en 1897 une étude géologique de la fazenda Bofete, qui alimentera longtemps les espoirs pétroliers de certains *Paulistas* (55).

En fait, au Minas Gerais, des trois sociétés belges une seule se révèle une affaire fructueuse, la *Manganèse d'Ouro Preto* et les deux autres seront liquidées, *Bananal* en 1903 sans avoir exporté une tonne de manganèse, et *Tres Cruzes* en 1909. Pourtant l'ambassadeur Fallon, qui fait un voyage d'inspection en septembre 1899 à l'invitation du directeur du Chemin de fer central, Alfredo Maia, un ingénieur formé à Gand, rapporte avoir "*chevauché sur de véritables montagnes de fer pur, bien glissant pour les fers de nos montures*". Il s'y imagine déjà "*quelle révolution occasionnerait la découverte d'une mine de charbon à Minas*". Dès les premiers mois les ingénieurs De Doncker, père et fils, russissent l'extraction de 70 tonnes par jour et embarquent 2000 tonnes vers Anvers. Ils y mettent alors au travail, sous la bonne garde d'anciens sous-officiers belges, pas moins de 200 ouvriers espagnols, italiens et portugais, payés 4500 *reis* pour la journée de dix heures. Pour le transport vers le port de Rio de Janeiro, le directeur Maia facilite à ses amis belges un tarif uniforme, qui avantagera les mines les plus loignées.

Le premier enthousiasme passé, il s'avère que les Belges ont méconnu beaucoup de problèmes à résoudre concernant la législation foncière et minière, les titres de propriété, le cadastre et les délimitations des terrains. Les bénéfices escomptés se réduisent rapidement à la suite de l'épuisement des gisements et de leur teneur métallique inférieure. Il apparaît que De Doncker s'est précipité à construire un chemin de fer Decauville sans avoir réalisé une étude préalable en profondeur. On a insuffisamment pris en compte la rareté et le coût des transports, les variations du taux de change et surtout la baisse des prix du manganèse. L'entente avec les ingénieurs brésiliens et les ouvriers laisse à désirer et les patrons forment un syndicat pour baisser les salaires selon les variations du change à 2600 *reis* et même à 1400 et pour ne plus réembaucher ceux qui quitteraient leur service.

Néanmoins la *Manganèse d'Ouro Preto*, en achetant de nouvelles mines à São Gonçalo et à Cocoruto, en construisant un nouveau chemin de fer de 48 km, des ponts et des habitations ouvrières, en achetant ses propres wagons (pas moins de 30 de 40 tonnes), augmente ses réserves à 1.800.000 tonnes et espère une production de 4.000 à 5.000 tonnes par mois. Ainsi elle peut payer pour l'année 1907 des dividendes de 6%. Par la suite les bénéfices diminuent de nouveau à cause des baisses de prix sur le manganèse et seront appliqués à l'amortissement. En 1921 leur gisement approche de l'épuisement complet et la mise en chantier d'autres terrains se trouve trop assujettie à des interventions politiques. Malgré la Révolution russe, la société préfère valoriser plutôt ses propriétés dans le Caucase et liquide en 1926 ses intérêts au Brésil. Comme dans les chemins de fer il est possible que l'expansion belge dans le secteur minier soit freinée par l'arrivée de l'Américain Percival Farquhar, qui organise une entreprise bien plus importante, la *Itabira Iron Ore Company* et l'exportation de sa production par un nouveau chemin de fer vers le port de Vitória.

La persistance des bonnes relations entre les autorités de Minas et les Belges se confirme encore vers 1908 lorsque le gouvernement décide de remplacer plusieurs ponts en bois sur le Rio Grande ũ Lavras, le Rio das Velhas, le Rio Verde par des ponts métalliques et adresse ses commandes ũ des industriels belges. ũ l'exemple de Sjo Paulo, Minas cherche aussi ũ attirer des immigrants et envoie ũ cet effet ũ Anvers vers 1912 un commissaire général du gouvernement de l'Etat de Minas Gerais, de Azevedo Villela. Peu après c'est Theodomiro Santiago, beau-frère de Venceslau Brás, président de la République de 1914 à 1918, qui vient comme député officiel recruter trois professeurs pour la nouvelle école industrielle *Instituto Electrotécnico e Mecânico* d'Itajubá, l'actuelle *Escola Federal de Engenharia*, un diplômé de l'Institut Montefiore de Liège, Armand Berthollet et les deux autres de l'École Industrielle Supérieure de Charleroi, Victor van Helleputte et Arthur Tolbecq (56). ũ cette occasion il y achète aussi l'appareillage et les premiers laboratoires et visite encore plusieurs écoles de Bruxelles, qui lui semblent pouvoir servir de modèle pour son gouvernement. Il réalisera d'ailleurs un second voyage d'information en Belgique en 1927. Un des idéalisateurs de l'Université du Travail à Charleroi, Omer Buyse, dont le livre sur les *Méthodes Américaines d'Éducation Générale et Technique* (Paris, 1908) a une grande répercussion au Brésil et une influence décisive sur le grand innovateur de l'enseignement brésilien, Anísio Teixeira, est appelé en 1930 à conseiller le gouvernement de Minas sur l'organisation de l'enseignement professionnel (57). Notons ici aussi le personnage de Jeanne Milde, artiste et responsable de l'enseignement artistique de la ville de Belo Horizonte. Déjà plus tard, vers 1960, le professeur Paul Cooremans et de son laboratoire bruxellois pour la conservation du patrimoine artistique prêteront leur assistance à la formation de spécialistes *mineiros* pour la valorisation des trésors baroques.

En matière d'enseignement il faut mentionner la concentration de religieux belges. Peu avant 1900 les prémontrés susnommés, issus de l'abbaye du Parc à Louvain, reprennent le service du sanctuaire de Congonhas, mais doivent bientôt l'abandonner pour s'être montrés un peu trop intolérants vis-à-vis des maçons et protestants. Ils partent alors ouvrir une école à Montes Claros (58). Ce sera toutefois un nouvel échec, car ces abbés n'ont pas d'expérience belge en la matière. Ils se rattrapent ensuite par le service paroissial et des missions dans les régions du São Francisco. En même temps ils se font face à l'opinion belge les propagandistes zélés de l'expansion économique au Brésil. L'un d'eux, le chanoine Peffer attire même l'attention sur la question du fer au Brésil, en se faisant l'apôtre de l'industrie nationale (59). D'autres chanoines veulent plutôt organiser l'immigration de colons et, en contact avec le professeur Emile Vliebergh, un des fondateurs du Boerenbond, la ligue des paysans flamands, ils s'activent quelque temps pour organiser un parti catholique au Brésil (60).

Plus notable en matière d'enseignement sera la réussite des sœurs des Coeurs de Jésus et de Marie de Berlaar près de Lierre, qui ont d'abord à l'appel des prémontrés ouvert un établissement d'enseignement des filles à Montes Claros, mais qui préfèrent s'émanciper de la tutelle de ces chanoines quelque peu présomptueux et s'établir en pleine indépendance dans l'Ouest de Minas, notamment à Araguari et Patrocínio. En recrutant sur place, cette congrégation sait bien s'enraciner et prospérer. Toutefois, au début, la maison-mère de Belgique exerce difficilement son contrôle à distance et plusieurs religieuses, comme c'est d'ailleurs le cas dans d'autres congrégations, choisissent la liberté dans cette société brésilienne beaucoup plus ouverte et moins marquée par les restrictions en matière de moralité.

Quelques Belges se retrouvent aussi parmi des congrégations d'origine hollandaise ou française. À partir de 1911 la province belgo-hollandaise des Missionnaires du Sacré Coeur envoie des pères belges à Pouso Alegre. En 1920 le père Ernest Bolly rejoint à Mariana le séminaire des lazaristes, qui dirigent également le légendaire collège du Caraça. Émile Dubois y est professeur de musique. Un autre religieux belge, Júlio Maria de Lombaerde, de la Congrégation de la Sainte Famille, arrive au Brésil en 1912 et y vole bientôt de ses propres ailes (61). Après ses premières expériences près de Natal et à Macapa, il s'établit en 1928 au Minas Gerais à Manhumirim et s'engage tambour battant dans la politique locale. À lui seul il s'y fait le fondateur d'une typographie, d'une école, d'un hôpital et de plusieurs congrégations religieuses, deux féminines et une masculine.

Cependant le rétablissement des finances brésiliennes sous le président Campos Salles, la fin de la crise et le poids croissant de Minas Gerais dans le gouvernement fédéral avec les présidents Afonso Pena et Venceslau Brás nourrissent de nouvelles ambitions industrielles pour le Minas Gerais et relancent l'idée de la création d'une grande entreprise métallurgique. Déjà vers 1884 il était question d'offres de John Cockerill de Seraing pour l'achat et la réorganisation de la fameuse fabrique de fer d'Ipanema (62). En mai 1907 un ingénieur belge, Maurice Le Tellier, qui après un premier séjour à Buenos Aires, s'est établi vers 1890 à Rio de Janeiro, informe le chargé d'affaires belge sur un projet pour un grand établissement métallurgique, qu'il a élaboré ensemble avec l'ingénieur Carlos Euler du chemin de fer *Central do Brasil*. Il s'agit de la création d'un arsenal de guerre accouplé à une grande usine métallurgique sur un haut plateau de Minas Gerais à près de 500 km de Rio de Janeiro. Cette usine serait une entreprise privée, mais bénéficierait de la concession gratuite de tous les terrains nécessaires à la construction, des forces hydrauliques et des mines dans le voisinage. Le Tellier prétend avoir obtenu d'autres conditions faramineuses telles qu'une garantie d'intérêt de 6% par le gouvernement fédéral, d'une exemption de taxes sur la production non prévues dans le contrat et encore d'une réduction du fret pour les transports sur le chemin de fer de l'État, qui subsisterait en cas d'aliénation. L'usine recevrait en exclusivité les commandes d'armement, moyennant un droit de regard du ministre de la guerre. Pour les autres produits de l'usine les droits de douane donneraient un avantage de 40 à 50% sur les importations des concurrents étrangers.

Les fours pourraient utiliser des charbons étrangers, qui utiliseraient les dizaines de milliers de wagons, qui descendaient les minerais brésiliens vers les ports et retournaient à vide. L'ingénieur belge se dit assuré l'assentiment du gouvernement de Minas Gerais et particulièrement de l'appui du ministre de la Guerre, le maréchal Hermes da Fonseca, qui à cette époque était assez préoccupé à mieux préparer son pays à un éventuel conflit armé avec son voisin argentin.

D'une façon ou de l'autre le projet est repris par deux députés Américo Werneck et Jesuino Cardoso et publié dans le Journal officiel du 14 août 1907. Pour Le Tellier il faut maintenant y intéresser en urgence les patrons métallurgistes belges. Ceux-ci doivent se rendre de compte qu'ils perdront de toute façon le marché brésilien et qu'il vaut mieux de devancer leurs concurrents français du Creusot, qui manifestent déjà de l'intérêt pour un pays moins riche et grand que le Chili. Convaincu que les autorités brésiliennes préféreraient les Belges, Le Tellier a chargé un homme d'affaires belge, Ropsy-Chaudron, qui a une grande expérience des affaires brésiliennes, de faire les démarches nécessaires auprès de Cockerill. En même temps il cherche par la voie diplomatique à mettre ce projet sous les yeux du roi Léopold II pour qu'il soit pris au

sérieux. Le représentant belge fait en tout cas savoir au Ministre des Affaires étrangères brésiliennes, le barão do Rio Branco qu'on étudie la question en Belgique et celui-ci aurait lui aussi manifesté sa préférence pour les Belges en demandant une note pour la transmettre à son collègue des Travaux Publics.

Effectivement Greiner, le directeur de la Cockerill, prend le projet en considération mais il veut, avant de s'engager à fond, faire étudier la situation au Brésil par un homme de confiance, l'ingénieur français Carbonel. Celui-ci se trouva justement en route pour le Chili concernant un projet semblable pour les hauts-fourneaux de Valdivia et Puerto Montt et devrait alors au retour passer par le Brésil.

On ignore quelle réponse a été donnée finalement, mais en juillet 1909 l'ambassadeur belge de Grelle Rogier revient à la charge, rapportant un message du président Nilo Peçanha sur la nécessité pour le Brésil de mieux affirmer son indépendance dans le domaine de l'industrie métallurgique. En trois années, de 1906 à 1908 le pays, extrêmement riche en minerais, avait importé plus d'un million de tonnes de fer, acier et machines pour une valeur de plus de 333 millions de *milreis*. Il est plus que temps de remédier à cette dépendance, d'autant plus que le Minas Gerais dispose maintenant des chemins de fer pour le transport et peut surmonter le manque de charbon grâce à l'invention des fours électriques et à l'abondance de houille blanche.

Concernant les relations financières du monde des affaires belge avec le Minas Gerais notons encore que cet état confie en 1914 l'entrepôt d'un quart de sa récolte de café et la promotion de vente à une société anversoise, la *Compagnie des Magasins Généraux et Entrepôts libres*, une filiale de la Banque Brésilienne Italo-Belge (63). Par ailleurs, celle-ci avance alors pour le service de la dette de cet état une somme de 300.000 livres sterling contre des bons du trésor et garantie par la surtaxe des cafés. Elle peut réunir cette somme assez importante grâce à l'apport de plusieurs autres groupes comme le *Credito Italiano*, la Banque de l'Union Anversoise, les Bunge et les Solvay.

#### AUX ORIGINES DE LA BELGO-MINEIRA

Néanmoins la question continuera à traîner pour différentes raisons et sans doute aussi dans le contexte de la première guerre mondiale. Si celle-ci paralyse les négociations, une fois terminée, paradoxalement, elle augmente aussi la préférence pour une solution avec des capitaux et techniciens belges. En effet le gouvernement brésilien est un des premiers pour protester contre la violation de la neutralité belge par les troupes allemandes et il lance un télégramme d'appel en faveur de la Belgique, rédigé par Ruy Barbosa et Nilo Peçanha. L'opinion publique se laisse sensibiliser par les campagnes de la Commission de Secours pour venir en aide par des dons aux souffrances du peuple belge. Des mairaines brésiliennes se présentent pour les soldats belges. La maison Costa Ferreira en profite pour lancer des cigares '*Belgas*'. Aux dires d'un politicien belge en visite au Brésil, Henry Carton de Wiart, *un des hommes publics les plus qualifiés du Brésil me disait que son pays tout entier éprouve un "béguin" pour la Belgique. Sentiment assurément flatteur pour nous et que notre coeur comme notre raison doivent nous engager à justifier et à développer* (64).

Aussitôt après la guerre, au mois de mai 1919 Epiácio Pessoa, le négociateur brésilien du Traité de Versailles et élu président de la République, visite la Belgique ensemble avec des journalistes comme José Maria Bello. Celui-ci se dit fort ému par

les brutales destructions du pays. Pessoa y est reçu par le roi Albert au Palais de Bruxelles (65). De retour au Brésil, il lui fait transmettre une invitation pour une visite officielle au Brésil. Un navire de guerre brésilien vient embarquer le couple royal à Zeebruges et à leur arrivée à Rio de Janeiro fin septembre 1920 les festivités sont mémorables pour beaucoup de Brésiliens, qui après l'exil de l'Empereur sont restés quelque peu orphelins de fastes monarchiques. On installe le couple royal au Palais Guanabara. Au Théâtre municipal, un concert avec une des premières exécutions de l'oeuvre de Villa-Lobos, se succéda une présentation d'un des premiers orchestres de samba, les *Oito Batuta*. La reine aurait même emporté un des premiers disques de Senhor. Faisant honneur à sa réputation de grand sportif, le roi rend chaque matin, en maillot et conduisant lui-même sa Packard, à la plage de Copacabana pour prendre son bain de mer. Il aimerait faire une grande randonnée à cheval à travers le pays, mais il doit se contenter à camper trois jours dans la région montagneuse de Teresópolis.

Le couple royal fait encore le voyage en train à Belo Horizonte, où la réception est également excellente. En 1956, lors de sa visite à Bruxelles, le président Juscelino Kubitschek voudra saluer la reine Elisabeth, que, jeune télégraphiste, il est venu acclamer de son Diamantina natal. Accompagné du prince Léopold, qui entretemps est arrivé à Santos, le couple royal visite aussi São Paulo et à l'intérieur, près de Campinas, la fazenda Guataparà, déjà célèbre pour ses efforts de supplanter la monoculture caféière par la polyculture, l'élevage, une raffinerie et une distillerie. On distribue aussi quelques décorations belges, pas toujours avec discernement et certains destinataires sont l'objet de quelques anecdotes savoureuses.

Les journalistes belges, qui sont du voyage, mettent naturellement l'accent sur la cordialité de l'accueil (65). On entend toutefois quelques critiques comme celles de l'envoyé spécial du *Soir*, le député socialiste Louis Piérard, pour qui les Brésiliens devraient aussi montrer les huttes des noirs et des immigrés polonaises. Du côté brésilien, le positiviste Teixeira Mendes aurait préféré que l'hôte du Brésil ait proclamé auparavant dans son pays la république fédérale. Des remarques bien plus perfides se font entendre dans un discours de Gilberto Amado à la Chambre: *Achetons donc un peu d'armes à la Belgique...Les Allemands y ont laissé tant d'usines intactes...Jamais le Brésil ne contrariera le roi Albert* (66). Le roman *Uma Família Carioca* d'Enéias Ferraz lui fait écho: *Pourquoi, dans ce pays qui allait quatre-vingt pourcent d'analphabètes, ce misérable d'Epitácio doit-il aller chercher ce roi des cartes, qui nous sert à rien et dont la sucette coûte plus de mil contos au trésor public. À fusiller* (67).

Dans l'entourage immédiat du roi il y a notamment Charles Saroléa, un intellectuel de la confiance du roi et professeur à l'Université d'Edinburgh. À son retour il se dépense dans une conférence devant la *Royal Scottish Geographical Society* et dans un article de la *Contemporary Review* à effacer les préjugés européens concernant un Brésil arriéré, l'insalubrité du climat, l'indolence et l'immoralité de son peuple, l'instabilité politique (68). L'administration y a réussi à extirper la fièvre jaune des villes comme Rio de Janeiro, Santos et Belém. Si le blanchissement du pays lui paraît irréversible, on y trouve moins de préjugés raciaux qu'aux États-Unis et il ne faut plus exclure la réussite d'une race métissée. L'adoption du système fédéral de type américain y fonctionne à merveille, quoique sans trop de soumission à la domination nord-américaine. Saroléa insiste surtout sur les immenses potentialités du pays. Son économie passe rapide de la prédominance agricole à l'âge industriel. Pendant la guerre on y a développé une industrie textile capable d'exporter en

Argentine et de concurrencer les meilleurs produits européens. La gestion d'un grand journal comme le *Jornal de Commercio* s'y fait avec une efficacité nord-américaine. Au centre d'affaires de Rio de Janeiro règne une fièvre presque comparable à celle de New York. L'éducation y a réalisé des progrès considérables. Le pays a maintenant besoin de capitaux, de main d'oeuvre qualifiée et de chemins de fer. Les Belges, *sans doute le peuple européen le plus populaire au Brésil*, et les Britanniques ont tout intérêt à joindre leurs forces pour former une alliance d'affaires invincible. Cette découverte d'un Brésil bien plus dynamique reflète sans doute les impressions du roi Albert lui-même.

De son côté le secrétaire du roi, Max-Léo Gérard s'intéresse de près aux réalités et perspectives économiques pour les intérêts belges au Brésil (69). Par un accord du 15 octobre 1920 le gouvernement brésilien accorde des crédits de près de 300 millions pour mieux approvisionner la Belgique en cafés, cacao et autres produits brésiliens. En outre il élargit son tarif préférentiel à l'importation des produits belges, principalement le ciment. Comme la Belgique a repris l'administration directe de la colonie africaine de Léopold II, elle a beaucoup à apprendre d'un pays tropical comme le Brésil. Ainsi la recherche scientifique brésilienne en matière de maladies tropicales et particulièrement son Institut Oswaldo Cruz à Rio de Janeiro peuvent servir de modèle et inspireront effectivement la création d'un institut semblable à Anvers. C'est probablement au cours de ces pourparlers que le président Pessoa et le gouverneur de Minas Gerais, Arthur Bernardes proposent l'engagement de capitaux belges dans la métallurgie brésilienne.

Ce dernier, futur président de la République, de 1922 à 1926, est un fervent partisan de l'industrialisation de son état. Il octroie par édit du 23 septembre 1919 des réductions de taxes sur l'exportation de minerais aux entreprises qui s'engagent à construire une grande usine métallurgique (70). Il a lui aussi ses raisons pour préférer les Belges. Il n'apprécie guère les airs de grand patron de l'Américain Percival Farquhar, qui a repris la *Itabira Iron Ore Cy*, et l'éventualité d'un monopole métallurgique américain dans son état. Ensemble avec ses conseillers il est convaincu que les Belges accepteraient plus facilement de coexister et de coopérer avec les petites entreprises déjà existantes aux mains des Brésiliens. En effet, plusieurs entrepreneurs brésiliens se sont efforcés à créer des établissements plus modernes que les assez nombreuses petites forges existantes. C'est le cas de l'*Usina Esperança* en 1888, de l'*Usina Gerspacher y Cia* 1916 Trajano de Medeiros et Carlos Wigg ont déjà fait une tentative à Juiz de Fora. L'année suivante surgit à Sabará la *Companhia Siderúrgica Mineira* organisée par Cristiano Guimarães, Amaro Lanari et Gil Guatemosim, des ingénieurs diplômés de la *Escola de Minas* de Ouro Preto. Ils font construire un haut fourneau de conception assez moderne pour une production journalière de 25 tonnes, dont la première coulée en novembre 1920 suit de peu la visite du roi Albert. Guimarães remplace d'ailleurs quelque temps Joseph Verdussen dans la fonction de consul de Belgique à Belo Horizonte.

Entretiens les relations belgo-brésiliennes deviennent encore plus cordiales et la légation belge à Rio de Janeiro est élevée au rang d'ambassade. Malgré les grandes dépenses pour la reconstruction du pays dévasté par la guerre, le gouvernement belge décide finalement, après l'intervention personnelle du roi Albert, de participer à l'Exposition internationale à Rio de Janeiro pour les fêtes du centenaire de l'Indépendance en 1922 (71). Il confie l'organisation et la direction de la participation belge au comte Adrien van der Burch, qui a déjà une bonne expérience en matière d'expositions internationales. Sur l'*Avenida das Nações* l'architecte Arthur Verhelle

fait construire un pavillon en style néo-renaissance, un des rares qui est prêt lors de l'inauguration le 7 septembre. De plus, *Praça Mauá* un grand hall de construction métallique, dont la mise en place est confiée à l'architecte Ramos de Azevedo, abrite sur une surface de 7000 m<sup>2</sup> pas moins de 417 exposants de l'industrie belge. À la demande d'une *S. A. Belgo-Luxembourgeoise* on y a réservé, non sans quelque résistance, une place pour les exposants luxembourgeois comme les champagnes Jean Bernard-Massart et le *Comptoir Métallurgique Luxembourgeois* ou Columeta, qui vient d'ouvrir une succursale dans la capitale brésilienne. Les Brésiliens peuvent y admirer aussi bien les meilleurs produits de la métallurgie et de la machinerie qu'une riche collection de peinture contemporaine. Toutefois, le nombre des visiteurs reste en dessous des attentes et les ventes réalisées sont plutôt modestes. Par contre plusieurs représentants et participants belges peuvent se rendre compte, selon les mots d'Adrien van der Burch que *l'exposition brésilienne révèle le prodigieux développement pris dans ce pays par un grand nombre d'industries, depuis une dizaine d'années et particulièrement au cours de la guerre.*

C'est sans doute déjà la conviction de Georges Barbanson, un juriste d'origine belge et fils d'un directeur de la Société Générale, qui vient de réaliser un voyage au Brésil à la fin de 1920 (72). Ensemble avec Émile Mayrisch, il est l'artisan de la fusion de plusieurs sociétés luxembourgeoises de hauts fourneaux pour la formation des *Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange*, l'ARBED, dont il assume la présidence en 1919. En outre, il réalise une association avec le groupe français Schneider-Le Creusot dans la société *Terres Rouges*. Fervent patriote et même quelque temps partisan du rattachement du Luxembourg à la Belgique, il est devenu pendant la guerre un des principaux conseillers économiques du roi Albert, qui, tout naturellement, lui a donc recommandé le projet d'une sidérurgie au Brésil. Barbanson a déjà organisé un *Syndicat du Brésil* et envoyé en septembre 1920 une mission dirigée par J. P. Arend pour examiner de plus près l'implantation d'une usine métallurgique dans ce pays. Ses démarches pèsent également dans la décision belge de participer à l'exposition de Rio de Janeiro, pour laquelle il offre la structure métallique du grand hall. Comme il réussit à emporter des commandes assez importantes pour l'entreprise luxembourgeoise, ses activités et négociations suscitent quelques jalousies et médisances d'une entreprise belge concurrente, Ougrée-Marihaye, et même de fortes réserves de la part du ministre belge des affaires étrangères et de son ambassadeur à Rio de Janeiro. Barbanson va néanmoins de l'avant, tandis que la ratification et l'entrée en vigueur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise le 5 mars 1922 effacent peu à peu les dernières résistances (73).

Les dirigeants de l'ARBED ont de multiples raisons pour s'engager au Brésil (74). Par suite de la guerre le Grand-Duché du Luxembourg a dénoncé le *Zollverein*, qui lui ouvrait des débouchés importants en Allemagne, et il recherche donc de nouveaux marchés et partenaires. L'investissement dans une entreprise brésilienne doit lui assurer à la fois l'accès aux minerais et une part de marché pour ses exportations. Il semble aussi que les événements révolutionnaires en Russie et même dans l'Allemagne voisine inquiètent, d'autant plus que les sidérurgistes belges sont en train de perdre leurs usines russes aux mains des bolchéviques. Face à la montée du collectivisme le Brésil figure comme un pays de refuge ou de repli.

Les émissaires belgo-luxembourgeois concluent très vite un accord d'association avec les dirigeants de la *Companhia Siderúrgica Mineira* de Cristiano Guimarães, qui se transforme en 1921 en *Companhia Siderúrgica Belgo-Mineira*. Son capital de 15.000 *contos de reis*, soit près de 45 millions de francs belges ou



l'équivalent de près d'un quart de la recette fiscale de l'État de Minas Gerais, est souscrit pour 95% par l'ARBED et des participations de la *Sofina*, *Banque de Bruxelles* et de *Schneider-Le Creusot*. Trois ans plus tard ce capital est augmenté à 20.000 *contos de reis*. En rachetant à des banques brésiliennes le domaine de Monlevade de 9.680 hectares, la nouvelle société pourra envisager la résurrection d'un lieu emblématique de l'industrialisme *mineiro*. C'est effet là qu'au début du dix-neuvième siècle l'ingénieur français Monlevade a allumé les premiers fours catalans. La société réalise encore une option sur une propriété voisine à Andrade, particulièrement riche en minerais. La présence du Rio Piracicaba y permet aussi la construction de stations hydro-électriques.

La *Belgo-Mineira* obtient aussi des conditions très favorables des autorités brésiliennes: l'exemption pour 40 ans des taxes et impôts fédéraux sur la construction et l'exploitation des usines, l'importation du matériel et des machines nécessaires, sur la fabrication du charbon de bois ou la transmission de l'énergie hydraulique, et encore des tarifs spéciaux pour le transport sur les chemins de fer de l'État. D'autre part elle accepte le contrôle des autorités fédérales et s'engage à soumettre tous les plans pour l'agrandissement. La moitié du personnel devra être de nationalité brésilienne et chaque année il faudra incorporer trois ingénieurs de l'École des Mines d'Ouro Preto et former dix apprentis.

Sous la direction de Pierre Delville, les ingénieurs et techniciens luxembourgeois et belges développent l'établissement de Sabará comme une expérience pilote d'une usine intégrée, la première de ce genre en Amérique latine, qui peut transformer sa fonte en produits laminés, barbelés et tubes galvanisés pour la construction. En 1925 on procède à la mise-à-feu du premier haut fourneau selon le procédé Siemens-Martin et déjà en 1928 l'usine de Sabará dispose de deux fourneaux Siemens-Martin et deux hauts fourneaux, de deux trains à fil, d'une tréfilerie et d'une station hydro-électrique. Selon Henry Carton de Wiart, qui visite Belo Horizonte en 1927, elle occupe 250 ouvriers, bien organisés.

Toutefois, l'écoulement de la production se révèle difficile, particulièrement en 1926-1927 de la crise du marché métallurgique à la suite du *dumping* des produits américains, qui voit périr et disparaître plusieurs petites et moyennes entreprises brésiliennes. L'interruption des travaux de la liaison ferroviaire entre les chemins de fer Central do Brasil et Vitória à Minas, qui devrait faciliter le transport, n'ouvre pas de perspectives d'amélioration à court terme. La direction luxembourgeoise envisage même de liquider l'affaire et en 1927 elle envoie à cet effet un nouveau directeur, Louis Ensch.

Celui-ci se décide pourtant rapidement à renverser la vapeur. Jeune et dynamique, doté d'une rare clairvoyance, il perçoit les nouvelles tendances industrialistes d'un Brésil trop fragilisé par la crise du café. Contre les intérêts minéralistes, il relève le défi de l'industrialisation en plaçant la *Belgo-Mineira* à la pointe du transfert technologique le plus moderne mais en interaction avec les possibilités de la région et les besoins du marché brésilien. En 1931 un troisième haut-fourneau est mis en service et on peut déjà payer la quote part des premiers bénéfices de 10%. La réussite de Sabará sert de modèle pour des investissements bien plus importants à Monlevade et déjà en partie par autofinancement. Pour réussir cette expansion il faut que la *Belgo-Mineira* surmonte les principaux obstacles, qui se situent au niveau du combustible, de la main d'oeuvre, des communications et des relations avec les autorités.

Si des minerais se trouvent en abondance dans un rayon variant de 700 mètres à 10 kilomètres des usines, il y a problème pour le combustible. Certains métallurgistes brésiliens, qui ambitionnent de très grandes unités de production, proposent la houille de Santa Catarina et laissent même faire des expertises probantes de cokéfaction dans les laboratoires belges de Coppée. D'autres intérêts, principalement la *Itabira Iron Ore Cy*, préconisent le développement prioritaire du réseau ferroviaire, qui augmenterait l'exportation de minerais et rendrait des cargaisons en retour de coke importé moins chères, et ensuite, plus tard, la construction d'une sidérurgie bien plus moderne et puissante. Par contre les ingénieurs de la *Belgo-Mineira* jouent dès le début la carte du charbon de bois et l'adaptent aux fours de haute technologie. Ce choix n'exclue pas le recours à l'énergie hydraulique dans plusieurs étapes du processus industriel et le groupe modernise les stations hydro-électriques existantes, tout en construisant des unités plus grandes sur le Rio Piracicaba.

Pour obtenir des quantités suffisantes de charbon de bois la *Belgo-Mineira* augmente ses achats auprès des petits producteurs de la région, qui en profitent tout naturellement pour faire monter les prix. Ainsi tout le secteur rural des environs améliore ses revenus. Toutefois, pour diminuer cette dépendance et satisfaire ses besoins croissants, la société achète ses propres forêts et obtient également des concessions de terres publiques. En 1934 elle possède déjà 25.000 hectares sous son contrôle direct et tient 10.000 hectares en concession. Elle pratique encore un système mixte, avançant les crédits à des tiers, les *contratistas*, qui remboursent par la livraison de combustible. Concernant l'exploitation des forêts surgissent régulièrement des conflits et des compromis avec les *posseiros*, qui occupent ces terres sans en posséder des titres valables. Néanmoins, des régions entières, comme celle sur les marges du Rio Doce autour de Coronel Fabriciano, s'intègrent ainsi lentement à une économie plus moderne et industrielle. D'autre part le nouveau *Código Florestal*, promulgué en 1934, prévoit des modalités de préservation des forêts et des obligations de reboisement et dans ce domaine l'entreprise, sous l'impulsion de Louis Ensch, procède aux premiers essais. Il en sortira une nouvelle société, la *Companhia Agricola e Florestal Santa Bárbara.*, qui réalise l'autonomie d'approvisionnement.

Quant à la main d'oeuvre, la quantité ne fait certainement pas défaut dans une région de petites propriétés, où la forte natalité pousse beaucoup de jeunes à l'exode vers les villes et centres miniers (75). Le manque se situe plutôt du côté des techniciens et ouvriers qualifiés, pour lesquels il n'existe, jusqu'à la fondation des écoles professionnelles du SENAI, d'autre issue que la formation sur place par des contremaîtres et des ingénieurs venus d'Europe. Ceux-ci seront en tout 51 Luxembourgeois, 17 Belges, 9 Français et 18 de diverses nationalités. Selon Francisco Magalhães Gomes ils sont généralement appréciés pour leur convivialité que pour leur prudence et retenue, à l'image des mineiros eux-mêmes. Il n'empêche que cette confrontation avec des étrangers mieux rémunérés peut susciter des conflits et insuffler des grèves. La direction, riche d'une culture d'entreprise, qui déjà au Luxembourg, dans la tradition allemande, offre à ses employés et ouvriers un système d'assurances, des logements, des gratifications annuelles et bien d'autres bénéfices, cherche à pratiquer une politique semblable au Brésil et y paie des salaires un peu plus élevés que le marché. Très marquée par la mobilité, la promotion et une forte hiérarchisation, sa politique d'emploi apparaît cependant comme excessivement paternaliste et volontairement divisionniste aux yeux d'un mouvement ouvrier encore

balbutiant. Celui-ci sera d'ailleurs temporairement muselé par la nouvelle législation sociale et l'organisation syndicale du président Getúlio Vargas. Plus tard, l'entreprise semble s'adapter assez bien à l'action syndicale plus libre.

Par la bonne entente avec les autorités il importe surtout de sauvegarder le statut privilégié et d'obtenir la réalisation des travaux ferroviaires. Étant donné que l'entreprise a son siège au Brésil et que deux tiers des membres de la direction et de son personnel sont brésiliens, elle échappe aux lois de nationalisation de 1934 et de la nouvelle constitution de 1937. Plusieurs annotations dans son journal attestent la bienveillance du président Vargas (76). Celui-ci doit son accession au pouvoir en 1930 largement à ses alliés politiques de Minas Gerais et il a tout intérêt à ménager les intérêts de cet état. Ainsi à l'occasion d'un voyage de remerciement il visite le 24 février 1931 la *Belgo-Mineira*. Il y assiste à la coulée, examine les stocks de matériel, participe d'un lunch et répond à un toast. La rébellion de l'état de São Paulo en 1932 et les difficultés du gouvernement d'obtenir des armes à l'étranger incitent Vargas à s'intéresser de plus près au rôle que l'industrie métallurgique brésilienne peut jouer dans ce domaine. Une mission d'information est confiée à un de ses hommes de confiance, Virgílio de Melo Franco, qui se rend le 23 août 1932 à la *Belgo-Mineira*, en compagnie de deux spécialistes militaires. Ces contacts favorisent sans doute la coopération. Ainsi le 19 février 1935 Vargas donne audience à *Jules Verelst*, qui vient lui communiquer le début des travaux pour la grande usine de Monlevade, qui devra fournir une production annuelle de 100.000 tonnes d'acier. De même que moi, j'ai réalisé ma promesse d'une liaison ferroviaire de la Central à Vitória à Minas par l'embranchement de Santa Bárbara, la Compagnie Belgo-Mineira communique qu'elle aussi respectera son engagement et m'invite pour la pose de la première pierre en juillet de cette année. Effectivement fin août 1935 le président inaugure le chemin de fer de Santa Bárbara à Monlevade et y procède à la pose de la première pierre. Le président y revient au milieu d'août 1940 pour la mise-à feu du haut fourneau, qui porte son nom.

Dans cette période de 1937 à 1944 on allume à Monlevade pas moins de 4 hauts fourneaux de 70 tonnes et 4 fours Martin de 30 tonnes. Déjà en 1940 la *Belgo-Mineira* produit 45% de la fonte, 55% des laminés et 60% de l'acier brésiliens et passe pour la plus grande entreprise métallurgique de l'Amérique latine. Elle s'oriente de plus en plus vers la tréfilerie et établit un quasi-monopole pour ces produits, qui la mènera plus tard en 1972 à une joint venture avec Bekaert pour l'usine de Vespasiano. Ses bénéfices permettent d'équilibrer quelque peu le paiement de dividendes et l'autofinancement de l'avance technologique.

Quant à l'embauche elle exerce une position dominante dans la région et on travaille désormais de père en fils pour la *Belgo-Mineira*, à l'image de ce qui se passe dans les vieux centres de la métallurgie européenne. Dans cette optique de promotion sociale et culturelle il importe de mentionner le concours ouvert en 1934-1935 pour la construction, à Monlevade, d'un ensemble habitationnel avec église, magasins, cinéma et installations sportives. Il est significatif qu'un des pionniers de l'architecture moderne, Lúcio Costa y présente un projet tout à fait original, qui par son dessin aux lignes simples, naturelles et élégantes et par l'emploi de béton armé et de pilotis et dépasse déjà le fonctionnalisme et annonce ses audaces futures en matière d'urbanisation à Brasília (77).

## L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Après la guerre la Belgique a fort à faire pour sa propre reconstruction et modernisation et elle commence à s'orienter beaucoup plus sur sa colonie africaine. Elle doit d'ailleurs abandonner ses champs d'action très importants en Russie et rencontre déjà des difficultés croissantes ailleurs, en Chine ou en Espagne. Par contre elle cherche à étendre et à consolider quelque peu ses positions en Amérique du Sud par des missions commerciales répétées sous la direction de Georges Rouma en 1921 et de Pierre Forthomme en 1939. En 1923 Rouma figure parmi les fondateurs d'une *Chambre de Commerce belgo-latino-américaine*, qui se transforme en 1931 en une *Maison de l'Amérique latine* à Bruxelles. Les succès de cette politique se situent toutefois principalement en Argentine et au Brésil. De son côté la diplomatie brésilienne reste très active en Belgique, notamment avec une participation en pavillon propre aux expositions internationales de 1930, aussi bien à Bruxelles qu'à Anvers (78).

La ténacité et la première réussite de la *Belgo-Mineira* ne peuvent qu'encourager d'autres engagements, tandis que ses propres activités profitent elles aussi d'une notable amélioration des relations belgo-brésiliennes en général. Le cadre d'opérations s'enrichit grâce à la fondation d'une *Chambre belge de commerce au Brésil* à Rio de Janeiro en 1918 et à São Paulo en 1938. La *Banque Italo-Belge* augmente son capital à 20 millions en 1920 et étend son rayon d'action en ouvrant des succursales à Paris, à Londres, au Chili, à Santiago et Valparaiso et une deuxième agence à São Paulo. Elle reprend les activités de la *Banque Belge des Prêts Fonciers*, qui ferme sa succursale de Rio de Janeiro. Dans cette ville une tentative d'Arthur Buisse d'y implanter un *Crédit Foncier Belgo-Brésilien* fait long feu et doit entamer en sa liquidation en 1927. Les échanges commerciaux bénéficient désormais de lignes de navigation plus nombreuses et régulières. Pour ses cargos, qui desservent déjà fréquemment les ports brésiliens depuis 1906 pour la *Compagnie royale belgo-argentine* et depuis 1913 pour la *Ligne belgo-brésilienne*, l'*Armement Deppe* organise en 1919 la *Compagnie de Navigation sud-atlantique belge*. En 1916 le *Lloyd Royal Belge* voit le jour grâce à un effort patriotique et au soutien de l'État. Il s'installe en 1920 au Brésil sous le nom du *Lloyd Real Belge* et ouvre des succursales à Santos et à Salvador (79). En 1930 il fusionne avec la *Compagnie Belge Maritime du Congo* dans la *Compagnie Maritime Belge*, qui peut lancer en 1936 trois nouveaux bateaux très modernes pour un service mixte de passagers et cargaisons, dont le *Copacabana*. Elle se spécialise dans le transport réfrigéré de fruits, principalement de bananes et d'oranges. Ainsi la firme anversoise Louis Van Parys pourra développer ses importations au point de s'établir au Brésil en 1935, d'y favoriser l'essor des grandes plantations d'oranges dans l'État de São Paulo et d'y créer en 1939 une des premières sociétés spécialisées dans le jus d'orange concentré, *Citrobrasil*. Mentionnons dans ce secteur l'installation par Gustave Snoeck en 1922 de la *Companhia Agricola de Una* pour l'exploitation d'un gros domaine dans le sud de Bahia.

Par contre, à l'aller les cargaisons traditionnelles de matériel métallurgique très lourd se font plus difficiles à trouver. Une entente entre plusieurs capitalistes et entrepreneurs, la *Société Belge d'Études au Brésil*, fondée en 1923, dépêche en 1924 des émissaires au Brésil pour y étudier plusieurs affaires et se répartir ce marché potentiel. Sans résultat visible, elle entre en liquidation en 1929. En fait, cette stratégie de répartition de marché, aux relents impérialistes, n'a plus de prise sur un pays, qui commande désormais de façon de plus en plus autonome et rapide la constitution d'un grand marché intérieur et la marche de son industrialisation. Il semble que, plutôt que

les financiers et brasseurs d'affaires, certains industriels et ingénieurs aient mieux saisi le sens de ces changements.

Surtout le secteur de la construction évolue et se modernise très vite (80). Le temps des grandes structures métalliques telles qu'à Rio de Janeiro le grand marché municipal livré par les *Ateliers de Willebroek* ou à São Paulo le *viaduto Santa Ifigênia*, sorti des *Aciéries d'Angleur*, ou des constructions préfabriquées, entièrement en plaques métalliques, telles que les produits Danly pour la gare de Bananal, le marché municipal de São Joaquim de São Paulo, des dépôts pour Manaus ou des chalets pour Belém, est définitivement révolu. Sous l'influence du Corbusier ou même de Victor Horta, la nouvelle architecture brésilienne Karel Ekman, des frères Roberto, de Luis Nunes, Lúcio Costa et Oscar Niemeyer adopte de plus en plus le béton armé pour les grands travaux d'infrastructure, les ensembles administratifs et les édifices en hauteur. Pour ce genre de bâtiments s'imposent les pieux inventés et brevetés par l'ingénieur liégeois Frankignoul, qui ont démontré leurs qualités dans le monde entier, de l'Égypte à la Chine. En 1935 la *Compagnie Internationale des Pieux Armés Frankignoul* ouvre une filiale au Brésil et ses pieux y sont utilisés pour la première fois à Rio de Janeiro pour la *Casa Publicadora Baptista*. Aussitôt, par la fièvre de constructions, qui caractérise l'*Estado Novo*, il pleut des commandes pour des bâtiments importants comme l'*Hospital del Servidor Público*, la gare *Dom Pedro II*, le Ministère de la Guerre et l'aéroport Santos-Dumont. Afin de mieux déployer ses activités dans tout le pays la filiale se transforme début janvier 1940 en une entreprise brésilienne, *Estacas Franki*, au capital d'un million de *cruzeiros*, qui en peu de temps sera augmenté jusqu'à 20 millions, soit 45 millions de francs belges. Tout en s'associant aux principaux centres de la recherche scientifique en matière de constructions de Rio de Janeiro et de São Paulo, la société crée en 1942 son propre *Laboratório de Mecânica dos Solos*, chargé des études préliminaires de sols et de la formation de ses ingénieurs et techniciens. Ainsi elle poursuit résolument une politique de brasilianisation de ses cadres, déjà entamée en 1938 lorsqu'elle confie la direction de plusieurs chantiers à des ingénieurs brésiliens.

Une autre entreprise de pointe, l'ACEC constate assez tôt que ses moteurs et autres produits électriques conviennent parfaitement à cette fièvre d'industrialisation et de substitution des importations, soit pour la force motrice des nouvelles industries soit pour les équipements portuaires ou les ascenseurs. Dès 1920 elle établit un grand dépôt à Rio de Janeiro avec service après vente, qu'elle développera plus tard en deux sociétés *Induselel* et *Electrical* à São Paulo. Certains actionnaires belges restent intéressés et familiers de la *Light*, tandis qu'on en retrouve d'autres à la direction comme Paul Thonard, responsable du matériel pendant les années 1930. Vers 1930 le groupe *Electrobel* cherche à s'implanter dans la région de Rio de Janeiro, mais, face à la concurrence des groupes américains, il doit se contenter d'une concession en province, à Itaperuna et Carangola avec un réseau de distribution de 108 km de lignes de haute tension et 2000 clients, parmi lesquels une centaine d'entreprises industrielles (81). Cette *Companhia Brasileira Industrial de Electricidade* tombe toutefois sous les lois de nationalisations de l'*Estado Novo*. Finalement, à la fin de cette période, vers 1940, un géant de l'industrie chimique belge, *Solvay* décide de s'implanter au Brésil. Près de São Paulo les *Industrias Chimicas Electro Cloro* créent le site d'*Elclor*, promis à un développement impressionnant.

Cet enracinement progressif dans la réalité économique du Brésil s'accompagne de nouveaux projets d'émigration mais aussi d'une découverte scientifique et culturelle et d'une meilleure compréhension du pays. Désormais

l'enchantement du Brésil ne se résume plus à quelques banalités poétiques sur la baie de Rio de Janeiro ou à quelques impressions hâtives des moeurs populaires mais fait place à l'exemplarité d'un pays-phare en matière de la vie sous les tropiques. Le Brésil devient ainsi pour la Belgique, en sens inverse et par un transfert triangulaire, un pays observatoire et fournisseur d'idées et de technologies expérimentées. Ainsi l'agronome Edmond Leplae y vient s'informer pour organiser les plantations de café au Congo (82). En août 1922 une grande expédition en due forme, composée par des biologistes et des médecins sous la direction du botaniste Jean Massart, débarque à Rio de Janeiro pour recueillir jusqu'en Amazonie toutes les données scientifiques et informations utiles à la création d'institutions scientifiques pour la colonisation belge au Congo (83). Tandis qu'Henri Michaux cherche par sa descente de l'Amazone à faire table rase de l'exotisme de pacotille, les reportages plus sociologique et économiques de Charles Bernard et Henri Carton de Wiart annoncent déjà les livres rénovateurs sur le Brésil de Peter Fleming, Luc Durtain et Stefan Zweig (84). Peu avant la fameuse *Semana de Arte Moderna* Bernard découvre à Rio de Janeiro que *malgré les apports continuels de l'étranger, il y a là un peuple autochtone, déjà façonné à l'aspect de cette terre prodigue et de ce ciel, formé par trois siècles de traditions. Il reste lui-même jusque dans ses imitations.* Bernard y voit fonctionner un système politique, sans partis et idéologies, porté par les compétitions d'intérêt, *aussi démocratique qu'en Europe, l'hypocrisie en moins.* Il perçoit toutefois parfaitement la dualité de cette vie politique, avec un président Pessoa, homme à poigne, mais qui inspire la confiance et un Ruy Barbosa, le tribun populaire, aux idées généreuses, mais éternel perdant. S'il apprécie les fines manières de ses interlocuteurs brésiliens, il les juge trop épris de progrès et de l'exemple européen, pas assez attentifs aux beautés naturelles de leur pays. Si Carton de Wiart est sans doute un des premiers à promener un regard de vacancier au Brésil, il apporte des observations assez fines concernant le comportement des élites brésiliennes et il montre une compréhension bienveillante pour son nationalisme industriel, qu'il découvre lors d'une visite à une usine métallurgique de Ribeirão Preto, pourtant en pleine région de production caféière. Louis Piérard et Léon Kochnitzky figurent parmi les premiers à valoriser le *barroco mineiro*, avant même que celui-ci n'acquiert sa respectabilité par les études de Germain Bazin (85). Paul Palgen, un ingénieur luxembourgeois publie à l'issue d'un long séjour au Brésil pour la COLUMETA un recueil de poèmes, qui témoignent d'une bonne connaissance et d'une grande sensibilité pour l'originalité de la culture brésilienne (86).

Un autre poète, Géo Libbrecht se laisse entraîner, au sortir de la guerre en 1919, dans une aventure de colonisation sur une île, Tabatingueira, près de Cananéia dans l'État de São Paulo (87). Il s'agit de mettre en valeur, ensemble avec une trentaine de compagnons, sous la devise *tous pour un, un pour tous*, une fazenda abandonnée et réfilée par un prêtre-aventurier belge, Moreau à travers l'*Association Commerciale Belgo-Sud-Américaine* d'Alvizio de Magalhães. La grande désillusion ne saurait tarder et bientôt ils se retrouvent à Rio de Janeiro, jouant de l'accordéon sur l'avenue Rio Branco pour subvenir à leurs besoins. Toutefois ce séjour en pleine nature tropicale a secrété chez Libbrecht une douce mystique, qu'il continuera longtemps à irradier dans son oeuvre poétique. Par contre le Brésil pourra retenir un autre assoiffé de soleil et de nudisme, de vie naturelle et végétarienne en petite communauté, Henri Oedenkoven, fils d'un riche industriel anversois et un déçu de la colonie utopiste de Monte Verità à Ascona en Suisse italienne. Arrivé à Santos en 1924, il part, déjà en voiture, vers l'intérieur pour s'installer près de Catalão au Goiás, où il construit une étrange maison sans fenêtres mais avec une cour intérieure ouverte

au soleil et où le rejoignent quelques adeptes comme le comptable René Deckers et deux Australiens (88). C'est dans cette même région de frontière que Lucien Marchal, après une première expérience dans le commerce en Argentine, s'engage pour un autre projet de colonisation, qui lui inspirera plus tard *le Mage du Sertão*, une pâle imitation de la *Guerra de Canudos* d'Euclides da Cunha (89). Il se dit impressionné par la capacité innovatrice des Brésiliens. Que penser du projet d'Isidore Poiry de créer une colonie internationale en pleine Amazonie, sur les frontières du Brésil et du Pérou (90). Plus bourgeoisement, le public des grandes conférences Explorations du monde préfère s'émerveiller devant les films, que le marquis de Wavrin rapporte régulièrement de ce monde énigmatique des Indiens (91).

Un autre type d'expatrié ne voit plus le Brésil comme un pays nouveau ou un refuge, mais comme une partie intégrante d'un monde en transformation vers les nouvelles idéologies. Il semble que c'est avec la figure plus que mystérieuse de Léon-Jules Vallée, en apparence un tranquille commerçant belge, qui mérita même la confiance et l'intervention de son consul, mais se révéla en réalité comme l'argentier du Komintern envoyé ensemble avec Harry Berger au Brésil pour financer la conspiration du chef communiste Carlos Prestes (92). Arrêté par le chef de la police, Filinto Muller, il réussit à s'échapper sans laisser d'autre trace. De cet épisode dramatique de la chasse aux communistes par l'*Estado Novo* du président Vargas, surgit un autre personnage énigmatique, Carlos Van der Linden, au nom à consonance bien belge. Il se trouve prisonnier dans la cale-prison du bateau *Manaus*, ensemble avec le grand écrivain Graciliano Ramos, qui, dans ses *Memórias do Cárcere*, le décrit comme un '*jeune homme maigre, au visage fin et poli, qui exprimait la résignation et irradiait de la sympathie mais que certains soupçonnèrent d'être un agent de la police*' (93). On le retrouve un peu plus loin dans le journal, vomissant du sang. À l'escale de Rio de Janeiro lors d'un voyage en Argentine, l'écrivain Ernest Claes est le témoin quelque peu médusé du climat social pesant régnant alors au Brésil (94).

Dans un ordre d'idées tout à fait opposées se situe la diffusion du néo-thomisme dans la ligne du cardinal Désiré Mercier à partir d'une chaire de philosophie créée dans la première faculté catholique du Brésil, São Bento à São Paulo, occupée d'abord par Mgr Charles Sentroul de 1908 à 1917 et ensuite par Leonard Van Acker depuis 1922. Leur enseignement encouragera les courants spiritualistes, surtout catholiques, contraires d'abord au positivisme et ensuite au marxisme, mais inspirera aussi un représentant de l'avant-garde moderniste comme Oswaldo de Andrade (95). On peut y rattacher les premiers émissaires belges de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne du père Cardijn, Adèle de Loneux ou le père Vincent, josphite, qui dès les années 1930 viennent tâter le terrain en milieu ouvrier pour une action sociale concertée et plus ambitieuse de l'après-guerre (96).

Sans le domaine des échanges artistiques le culte exalté aux poètes symbolistes belges, à Maurice Maeterlinck et avant tout à Émile Verhaeren continue de sévir, mais parallèlement les relations entre l'avant-garde moderniste de part et d'autre se développent avec notamment les collaborations de Roger Avermaete et Bob Claessens à la revue moderniste Klaxon, tandis que Victor Orban publie en 1922 une anthologie de la *Poésie Brésilienne*. (97). Au cours d'une tournée de concerts du compositeur Heitor Villa-Lobos, le violoniste Maurice Raskin se fait un de ses interprètes les plus sensibles. Vers 1934 Frans Masereel exerce une influence notable sur l'école de gravure brésilienne *Clube de Gravura* de Tomas Santa Rosa Júnior et, sollicité par Stefan Zweig, considère un moment de s'expatrier au Brésil. À la suite

d'un Pedro Américo de Figueiredo, Vítor Meirelles, Alvim Correia, Vicente do Rego Monteiro ou Cícero Dias, qui naguère sont tous venus s'inspirer à l'art flamand ou belge, Maria Martins, la femme d'un diplomate brésilien, fréquente vers 1937 l'atelier anversois du sculpteur Oscar Jaspers et se profilera bientôt comme une des artistes brésiliennes les plus originales des années 1940. L'abstractionnisme belge de Victor Servranckx séduit les tenants brésiliens de l'art abstrait, qui reçoit sa consécration aussitôt après la guerre dans une exposition organisée par le franco-belge Léon Degand (98).

Un aperçu global sur une période aussi longue prend forcément l'allure d'un abécédaire ou d'un catalogue raisonné plutôt que celle d'une analyse en profondeur. Il permet tout de même retenir, en guise conclusion, la continuité et l'extrême diversité des présences belges et luxembourgeoises dans la modernisation et l'industrialisation du Brésil. Celles-ci s'étendent sur différentes périodes à toutes les couches sociales et aux activités économiques, religieuses et culturelles les plus variées et divergentes. Sans doute qu'elles perdent ainsi d'intensité, de visibilité et d'emprise, mais elles reflètent le haut degré d'industrialisation et de modernisation de la Belgique et du Luxembourg autant que l'immensité et la complexité d'un Brésil, capable d'attirer et, si nécessaire, de déjouer les talents et les intérêts les plus divers.

Ce spectre offre, moyennant des recherches plus approfondies, matière suffisante aux questions multiples et à la discussion aussi bien sous l'angle de l'impérialisme informel, des ambitions du *small power* ou de petites puissances comme la Belgique, que de celui de l'interaction et de la mondialisation. Ainsi il semble suggérer une remarquable capacité sinon spécificité brésilienne d'absorption tranquille, de fusion lente et même d'amortissement pacifique des influences et prétentions étrangères. D'autre part c'est sans doute au Brésil que la Belgique et le Luxembourg butent pour la première fois sur des concurrents puissants et notamment sur le gigantisme nord-américain. Il ne faudrait pas oublier non plus que ces expériences brésiliennes, par ricochet, facilitent ou freinent la modernisation et la concentration des activités en Belgique et au Luxembourg même.

#### Notes:

- (1) Les données pour cet aperçu des relations entre la Belgique et le Brésil proviennent essentiellement des pièces diplomatiques déposées aux Archives du Ministère de Affaires étrangères à Bruxelles, notamment de la Correspondance politique et des dossiers 2806, IV et V, et au Palais de l'Itamaraty à Rio de Janeiro, de la correspondance de Bruxelles, 204, et encore des registres consulaires conservés aux consulats belges de São Paulo et de Rio de Janeiro. Parmi les sources imprimées il faut citer le *Recueil Consulaire*, le *Recueil financier*, *L'Expansion belge*, le *Moniteur des Intérêts Matériels*, le *Bulletin de la Chambre de Commerce belgo-brésilienne*, le *Bulletin de la Société d'Expansion Belge vers l'Espagne et l'Amérique Latine* (1912-1914), les *Annales de Gembloux* ou *L'Ingénieur agricole*.
- (2) Eddy STOLS, *L'expansion belge en Amérique latine vers 1900*, in *Bulletin de l'Académie royale d'outre-mer*, 1979, pp. 100-134; IDEM, *Présences belges dans la Modernisation de l'Amérique latine*, in (ed.) Eddy STOLS et Rudi BLEYS, *Flandre et Amérique latine, Cinq siècles de confrontation et de métissages*, Anvers, 1993, pp. 229-241.
- (3) Eddy STOLS, *Présences et activités diplomatiques de l'Empire du Brésil au Royaume de Belgique*, in *Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVIe-XXe siècles*, Colloque du Centre d'Études sur le Brésil, Paris-Sorbonne, 1998, en voie de publication.
- (4) (Ed.) Gilberto FERREZ, *Albums de dessins anciens des environs de Rio de Janeiro de Benjamin Mary (1792-1846)*, Bruxelles, 1974; Auguste VAN DER STRATEN-PONTHOZ, *Le budget du Brésil*, Bruxelles, 1854.



- (5) Eddy STOLS, *Utopies, mirages et fièvres latino-américains*, in (ed.) Anne MORELLI, *Les émigrants belges*, Bruxelles, 1998, pp. 241-258.
- (6) Pierre EVEN, *Die gescheiterte Beforter Brasilien-Emigration im Jahre 1828*, in *Beaufort im Wandel der Zeiten*, 1993, vol. 2, pp. 93-98.
- (7) Marie VAN LANGENDONCK, *Une colonie au Brésil*, Anvers, 1862. Il existe une traduction éditée par Odilon NOGUEIRA DE MATTOS.
- (8) Pierre F. A. BOOTH MABILDE, *Apontamentos sobre os indígenas selvagens da nação Coroados dos Matos da Província do Rio Grande do Sul*, (ed.) May MABILDE LAGUE, São Paulo, 1983.
- (9) Joseph HESS, *Les Picard de Septfontaines*, in *Biographie Nationale du Pays de Luxembourg*, t. 6, 1954, pp. 359-362.
- (10) Odette ERNEST DIAS, *M.A. Reichert, Afinidades brasileiras*, Brasília, 1985.
- (11) Pierre VERGER, *Flux et reflux de la traite des nègres entre le golfe de Bénin et Bahia de todos os santos du dix-septième au dix-neuvième siècle*, Paris-La Haye, 1968, pp. 422, 429, 453-455 et 477.
- (12) Eddy STOLS, *Belgische militairen en wapens in de ontwikkeling van de Braziliaanse grootmacht (1830-1914)*, in *Actes du colloque d'histoire militaire belge*, Bruxelles, 1981, pp. 127-143; *Prestige de l'armurerie portugaise, La part de Liège*, Catalogue Musée d'Armes de Liège, 1991.
- (13) Orlando DA COSTA FERREIRA, *Imagem e Letra, Introdução à bibliografia brasileira*, São Paulo, 1994, pp.288, 358, 412-413, 430 et 452.
- (14) João CORDEIRO DA GRAÇA, *Breve noticia historica do desenvolvimento da siderurgia e estatistica de algumas fabricas da Europa, Seu progresso nos Estados Unidos*, Rio de Janeiro, 1883.
- (15) Charles MOURLON, *Notes et souvenirs d'un électricien belge*, Bruxelles, 1925, p. 37.
- (16) Eddy STOLS, *Les étudiants brésiliens en Belgique (1817-1914)*, in *Revista de História*, 100, 1974, pp. 653-692.
- (17) Cristiano Benedito OTONI, *Autobiografia*, Brasília, 1983, p. 141.
- (18) Carlos A. LEMOS, *Ramos de Azevedo e seu escritório*, São Paulo, 1993; Maria Cristina WOLFF DE CARVALHO, *Ramos de Azevedo*, São Paulo, 1999.
- (19) Edgard DE SOUZA, *História da Light, Primeiros 50 Anos*, São Paulo, 1989.
- (20) Wilson MARTINS, *História da Inteligência brasileira*, vol. 2: 1794-1855 et vol. 3: 1855-1877, São Paulo, 1977-1978; ( ) J. C. ANDRADE MURICY, *O Símbolo à sombra das araucárias (Memórias)*, Rio de Janeiro, 1976, pp. 198-199 et 205.
- (21) Émile COSAERT et Joseph DELMELLE, *Histoire des transports publics à Bruxelles*, Bruxelles, 1976, t.1, pp. 83-91.
- (22) Charles d'URSEL, *Sud-Amérique, séjours et voyages*, Paris, ; IDEM, *Le Brésil*, Paris, 1898; Eugène DE ROBIANO, *Dix-huit mois dans l'Amérique du Sud*, Paris, 1879 et 1892.
- (23) Walthère DE SÉLYS-LONGCHAMPS, *Notes d'un voyage au Brésil*, in *Revue de Belgique*, 20, 1875, pp. 119-146, 241-272 et 333-370.
- (24) Albert VERHAEREN, *Souvenirs d'un voyage en Brésil*, in *Moniteur Industriel Belge*, 4, 1877, pp.52-53, 170-171 et 233-234; IDEM, *Notes et souvenirs d'un voyage au Brésil*, Verviers, 1880.
- (25) Eugène HINS, *Un an au Brésil*, in *Revue Trimestrielle*, 10, 1866, pp. 221-243, 11, 1866, pp. 54-103, 12, 1866, pp. 76-112 et 13, 1867, pp. 223-264; Idem, *Un au Brésil*, Mons, 1884.
- (26) Léon DUMAS, *Le pays du café*, Verviers, 1885; IDEM, *Le monde de demain*, in *Annales de Gembloux*, 20, 1910, pp. 688-692.
- (27) Hubert VAN DE PUTTE, *La Province de São Paulo du Brésil*, in *Bulletin de la Société Royale de Géographie de Belgique*, 13, 1889, pp. 537-568 et 14, 1890, pp. 45-85.
- (28) F. KIECKENS, *Une sucrerie anversoise au Brésil à la fin du XVIIe siècle*, in *Bulletin de la Société de Géographie d'Anvers*, 7, 1882, pp.467-474.
- (29) Edmond CARTON DE WIART, *Le Brésil d'aujourd'hui*, in *Revue Générale*, 1901, pp. 29-49 et 265-276. Voir aussi: Édouard DENIS-VANDEN BOGAERDE, *Au Brésil, Notes de voyage*, in *Bulletin de la Société Royale de Géographie de Belgique*, 26, 1902, pp. 85-130.
- (30) Jules LECLERCQ, *Rio de Janeiro modernisée*, in *Bulletin de la Société Royale de Géographie de Belgique*, 38, 1914, pp. 54-55.

- (31) Manuel de OLIVEIRA LIMA, *Memórias (Estas Minhas Reminiscências)*, Recife, 1986; Fernando da CRUZ GOUVÊA, *Oliveira Lima: Uma Biografia*, Recife, 1976, t. 3.
- (32) Louis CRULS, *Relatorio da Comissão exploradora do Planalto Central do Brasil*, Rio de Janeiro, 1894, Réédition, Brasília, 1992; IDEM, *Planalto Central do Brasil*, Rio de Janeiro, 1957.
- (33) (Ed.) Gilberto HUBER et Ferdinando BASTOS DE SOUZA, *Escola Politécnica, 100 anos*, São Paulo, 1993.
- (34) Louis MISSON, *L'élevage dans l'État de São Paulo*, in *Bulletin de la Société d'Études Coloniales*, 18, 1911, pp. 393-416.
- (35) João PANDIÁ CALÓGERAS, *As Minas do Brasil e sua Legislação*, São Paulo, 1938.
- (36) Georgina MONGRUEL, *Sous le charme*, in Biblioteca Néo-Pitagórica, Curitiba, 1947.
- (37) E. NEUT, *La restauration du monachisme au Brésil*, Lophem-lez-Bruges, 1929; Walter JONCKMANS, *A Reforma da Ordem Beneditina no Brasil (1890-1910)*, in *A Vida Religiosa no Brasil, Enfoques Históricos*, São Paulo, 1983. Voir surtout les Carnets Van Caloen à l'Abbaye bénédictine de Zevenkerken.
- (38) Maurice GASPARD, *Les Prémontrés Belges et les Missions Étrangères*, Louvain, 1905; Katrien DE BECKER, *Belgische kolonie in Brazilië, 1918-1940*, mémoire de licence non publié, Université de Louvain (KU.Leuven), 1995.
- (39) Eddy STOLS, *Les investissements belges au Brésil (1830-1914)*, in *L'Histoire Quantitative du Brésil de 1800 à 1930*, Paris, 1971, pp. 259-267.
- (40) Voir les *Relatório de Agricultura*, Rio de Janeiro, 1868-1881 et *Relatório de Industria, Viação e Obras Públicas*, Rio de Janeiro, 1893-1911.
- (41) Herculano VELLOSO FERREIRA PENNA, *Relatório da Estrada de Ferro D. Pedro II de 1881*, Rio de Janeiro, 1882; José EWBANK DA CAMARA, *Relatório da Estrada de Ferro D. Pedro II, Anno de 1886*, Rio de Janeiro, 1887.
- (42) Ernesto SENNA, *O Paraná em Estrada de Ferro*, Rio de Janeiro, 1900; *Paranaguá-Curitiba, Oitenta anos de ligação ferroviária*, Curitiba, 1965.
- (43) *I Centenário das Ferrovias Brasileiras*, Rio de Janeiro, 1954.
- (44) Sur les chemins de fer belges au Brésil on consultera notamment Lionel WIENER, *Les Chemins de fer du Brésil*, Paris, 1913; Urbain LAMALLE, *Le rôle de la Belgique dans le développement des chemins de fer*, in *Bulletin de la Société Belge des Ingénieurs et Industriels*, 9, 1931, pp. 99-191; José Roberto DE SOUZA DIAS, *Caminhos de ferro do Rio Grande do Sul*, São Paulo, 1986; Luiza Helena SCHMITZ KLIEMANN, *A Ferrovia Gaúcha e as Diretrizes de "Ordem e Progresso", 1905-1920*, in *Estudos Ibero-Americanos*, 1977, 3, pp. 159-249.
- (45) Paulo Roberto CIMÓ QUEIROZ, *As curvas do trem e os meandros do poder, O nascimento da estrada de Ferro Noroeste do Brasil*, Campo Grande, 1997.
- (46) *Iluminação Publica, Avisos de 1 de julho de 1890*, Rio de Janeiro, 1890; Francisco DE PAULA E AZEVEDO PONDE, *O Gás na Iluminação e na Calificação do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, 1971; Carlos J. DUNLOP, *Subsídios para a história do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, 1957.
- (47) Voir aux Archives du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles les dossiers 164, IV et 2806, IV, et les *Relatório de Industria, Viação e Obras Públicas*, Rio de Janeiro, 1893-1911.
- (48) Louis MAGNÉ, *Rio de Janeiro, Tramway Light and Power Cy*, in *Courrier de la Bourse et de la Banque*, 1907, nrs 3864-3871 et 1910, nrs 5047-5048.
- (49) Eddy STOLS, *Les Belges au Mato Grosso et en Amazonie ou la récurrence de l'aventure congolaise, 1895-1910*, in (ed.) Michel DUMOULIN et Eddy STOLS, *La Belgique et l'étranger aux XIXe et XXe siècles*, Louvain-la-Neuve, 1987, pp. 77-112.
- (50) Annick BAETEN, *La Banque Italo-Belge et la pénétration des intérêts belges en Amérique du Sud*, in (ed.) Michel DUMOULIN, *Présences belges dans le monde à l'aube du XXe siècle*, Louvain-la-Neuve, 1989, pp.41-77.
- (51) Francisco FERREIRA RAMOS, *La valorisation du café*, Anvers, 1907; A. LALIÈRE, *La valorisation du café*, in *Revue économique internationale*, 1, 1909, pp. 316-350.
- (52) Sur Minas Gerais on consultera notamment Francisco IGLESIAS, *Política econômica do Governo Provincial Mineiro (1835-1889)*, Rio de Janeiro, 1958; Francisco MAGALHES GOMES, *Historia da siderurgia no Brasil*, Belo Horizonte, 1983; John D. WIRTH, *Minas Gerais in the Brazilian Federation, 1889-1937*, Stanford, 1972.

- (53) Heliana ANGOTTI SALGUEIRO, *O Eclectismo em Minas Gerais: Belo Horizonte, 1894-1930*, in (ed.) Annateresa FABRIS, *Eclectismo na arquitetura brasileira*, São Paulo, 1987, pp.104-145; IDEM, *La casaque d'arlequin, Belo Horizonte, une capitale iclectique au 19e siècle*, Paris, 1997.
- (54) João PANDIÁ CALÓGERAS, *o. c.*, pp. 29-31; L. J. DE MORAES, *Serras e Montanhas do Nordeste*.
- (55) Auguste COLLON, *Le Pétrole dans les environs du Mont de Bofete et de Porto-Martins, dans l'État de São Paulo*, Bréjão, 1897, réédition de la Secreteria da Agricultura, 1970.
- (56) Fundação Teodomiro Santiago, *Boletim Informativo*, 1979-1980.
- (57) Maria Lúcia GARCIA PALLARES SCHAEFFER, *Anísio Teixeira, Formação e primeiras realizações*, São Paulo, 1988. Avec mes remerciements à mon ancien collègue Leonor Tanuri pour ces informations.
- (58) Maurice GASPARD, *Dans le sertão de Minas*, Louvain, 1910; IDEM, *Une conférence sur le Brésil, L'avenir d'un grand pays*, Louvain, 1911; Édouard-Gustave GLÉNISSON, *Cinq mois au Brésil, Souvenirs et impressions de voyage, 1 mai-22 septembre 1904*, Louvain, 1911.
- (59) Joseph PEFFER, *Aux capitalistes et Industriels belges, Comment résoudre la Question du fer au Brésil? Une solution*, Louvain, 1908; IDEM, *Les Belges au Brésil*, in *Revue de l'Ordre de Prémontré*, 10, 1908, pp. 185-189.
- (60) Emiel VLIEBERGH, *Discussão: Tendencias dos povos de raça latina e dos de raça germanica na pesquisa da solução da questão social*, in *Congresso Católico Brasileiro*, 1908, pp. 134-149; IDEM, *Questões católico-sociais*, Rio de Janeiro, 1910; IDEM, *L'agriculture au Brésil, en Uruguay et en Argentine*, in *Revue générale agronomique*, 1911, pp. 424-429, 482-487 et 1912, pp. 31-37 et 82-86. Avec mes remerciements à mon collègue Leen Van Molle.
- (61) Júlio Maria DE LOMBAERDE, *Vers les Amazonas*, Grave, Traduit comme *Diário Missionário do Pe. Júlio Maria*, Belo Horizonte, 1991; Antônio Afonso DE MIRANDA, *Pe. Júlio Maria, Sua vida e sua missão*, Belo Horizonte, 1991.
- (62) SERZEDELO CORREIA, *O problema econômico no Brasil (1903)*, Rio de Janeiro, 1980, p. 212.
- (63) Annick BAETEN, *o. c.*, p. 72.
- (64) Henry CARTON DE WIART, *Mes vacances au Brésil*, Bruges et Paris, 1928.
- (65) Gustaaf JANSSENS, *1920: Le voyage au Brésil du Roi Albert et de la Reine Elisabeth*, in (ed.) Eddy STOLS et Rudi BLEYS, *Flandre et Amérique latine.., o.c.*, pp. 309-321; Eugène ROBYNS DE SCHNEIDAUER, *Histoire anecdotique d'un diplomate*, Bruxelles, 1942; José Maria BELLO, *Memórias*, Rio de Janeiro, 1958, pp. 86 et 113-114.
- (66) Charles BERNARD, *Où dorment les atlantes, Paysages brésiliens*, Anvers, 1921; Louis PIÉRARD, *Films brésiliens, Notes de voyage*, Bruxelles, 1920. Voir aussi Pierre DAYE, *Aspects du monde*, Bruxelles, 1925, pp. 136-139.
- (67) Gilberto AMADO, *Presença na política*, Rio de Janeiro, 1958.
- (68) Wilson MARTINS, *História..., o. c.*, t. 6 (1915-1933), São Paulo, 1978, p. 269.
- (68) Charles SAROLEA, *With King Albert to Brazil*, in *The Contemporary Review*, 120, 1921, pp. 51-60.
- (69) Gustaaf JANSSENS, *o. c.* Voir aussi Max-Léo GÉRARD, *Les facteurs économiques de l'exportation des capitaux belges*, in *Revue Économique Internationale*, 10, 1913, pp. 56-77/
- (70) Dermeval José PIMENTA, *A Vale do Rio Doce & sua história*, Belo Horizonte, 1981.
- (71) Jo VAN DESSEL, *De wereldtentoonstelling te Rio de Janeiro, 1922-1923, De Belgische bijdrage*, Mémoire de licence, Université de Louvain, K. U. Leuven, 1998.
- (72) Ed. Ginette KURGAN-VAN HENTENRYK, Serge JAUMAIN et Valérie MONTENS, *Dictionnaire des patrons en Belgique*, Bruxelles, 1996, pp.32-34.
- (73) Gilbert TRAUSSCH, *Les relations franco-belges à propos de la question luxembourgeoise (1914-1921)*, in (ed.) Raymond POIDEVBIN, *Les relations franco-belges de 1830 à 1944*, Metz, 1975, pp. 279-293.
- (74) Félix CHOMÉ, *Arbed, Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange, Un demi-siècle d'histoire industrielle, 1911-1964*, Luxembourg, 1972; Haroldo VINAGRE BRASIL, Sônia DIEGUES et Georges BLANC, *Raízes do Sucesso Empresarial, A experiência de três empresas bem-sucedidas: Belgo Mineira, Metal Leve e Weg S.A.*, São Paulo, 1995.

- (75) Gilbert TRAUSCH, *L'ARBED dans la société luxembourgeoise*, Luxembourg, 2000; António Cesar SANTOS, *O problema do trabalho na industrialização em Minas Gerais, O caso da siderurgia*, Thèse de maîtrise, Universidade Federal de Minas Gerais, Faculdade de Ciências Económicas, Belo Horizonte, 1986. Avec mes remerciements à l'auteur, qui m'a cédé un exemplaire de cette étude inédite.
- (76) Getúlio VARGAS, *Diário*, (ed.) Leda SOARES, Rio de Janeiro, 1995, vol. 1, pp. 50, 126, 362-363 et 419; vol. 2, p. 312.
- (77) Yves BRUAND, *Arquitetura contemporânea no Brasil*, São Paulo, 1981, p. 75.
- (78) C. PINHEIRO DA FONSECA, *Quelques Aperçus sur le Brésil Moderne*, Bruxelles, 1930.
- (79) Jan POSSEMIERS, *Le commerce maritime belge avec l'Amérique latine (1830-1914)*, in (ed.) Eddy STOLS et Rudi BLEYS, *Flandre et Amérique latine, o. c.*, pp. 263-282; IDEM, *De Lloyd Royal Belge (1916-1930) en de vaart op Zuid-Amerika*, in *CMB 100, een eeuw Compagnie Maritime Belge*, Anvers, 1995, pp. 16-22. Voir aussi Harry VAN KEMPEN, *Crépuscule*, São Paulo,
- (80) Eddy STOLS, *Bouwen in Brazilië en de bijdrage van Franki*, in (ed.) Michel DUMOULIN, *Franki, Een wereld bouwen*, Tiel, 1992, pp. 139-149.
- (81) René BRION et Jean-Louis MOREAU, *Tractebel, 1895-1995*, Anvers, 1995, p. 137.
- (82) Edmond LEPLAE, *Les plantations de café au Congo*, Bruxelles, 1936, pp.7 et 28.
- (83) DUREN et LEJEUNE, *Voyages d'études au Brésil*, Extrait des *Annales de la Société de Médecine Tropicale*, 3, 2, 1923; Émile MARCHAL, *Notice sur Jean Massart*, in *Annuaire de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, 93, 1927, pp. 69-158.
- (84) Henri MICHAUX, *Ecuador, Journal de voyage*, Paris, 1929; Charles BERNARD, *o. c.*; H. CARTON DE WIART, *o. c.*; Pierre DAYE, *o. c.* Voir aussi Joseph WAUTERS, *Gens et choses du Brésil*, Bruxelles, 1927.
- (85) Louis PIÉRARD, *La Maison des Serpents et autres lieux étranges*, Paris, 1928.
- (86) Paul PALGEN, *Guanabará, La baie aux trois cent soixante îles*, Marseille, 1933.
- (87) Geo LIBBRECHT, *Palmiers du Taquouari*, 1938; IDEM, *L'émigrant*, 1961; Roger BODART, *Geo Libbrecht*, Paris, 1966; Karel JONCKHEERE, *Mijn dochter wordt sirene*, Bruxelles, 1975, p. 86.
- (88) Avec mes remerciements à l'ingénieur Giusto Helios Oedenkoven, à São Paulo, pour ces informations, le 19 août 1995. Voir aussi Robert LANDMANN, *Ascona Monte Verità*, Benziger Verlag, 1973; (ed.) Armando DADÓ, *Monte Verità, Ascona, Le mammelle della verità*, Milan, 1978.
- (89) Lucien MARCHAL, *Ceux du Sud*, Bruxelles, 1934.
- (90) Isidore POIRY, *Les pays ibéro-américains*, Bruxelles, 1946.
- (91) Marquis de WAVRIN, *À travers brousse et marais*, Paris, 1926.
- (92) Marly DE ALMEIDA GOMES VIANNA, *Revolucionários de 35, Sonho e realidade*, São Paulo, 1997, 117, 249, 285, 289, 290 et 299.
- (93) Graciliano RAMOS, *Memórias do Cárcere*, São Paulo, 1965, vol. 1, pp. 122-123 et vol. 2, pp.79, 145 et 161.
- (94) Ernest CLAES, *Reisverhaal*, Anvers, 1939.
- (95) Maria Eugenia BOAVENTURA, *O Salão e a Selva*, São Paulo, 1995, p. 37.
- (96) Myriam VANDEN NEST, *De Braziliaanse JOC/JOEF vanaf haar ontstaan tot 1957 en de medewerking hieraan van de Belgische en Internationale Christelijke Arbeidersjeugd*, Mémoire de licence non publié, Université de Louvain (KU.Leuven), 1986. Une traduction est en cours ou sous presse.
- (96) A. CARNEIRO LEÃO, *O culto da ação em Verhaeren*, Rio de Janeiro, 1959; Wilson MARTINS, *o. c.*, pp. 277-278.
- (97) Aracy A. AMARAL, *Arte para quê? A preocupação social na arte brasileira 1930-1970*, São Paulo, pp.234 et 244; Rudi BLEYS, *La Muse d'Outre-mer: Relations artistiques au XXe siècle*, in Eddy STOLS et Rudi BLEYS, *Flandre et Amérique latine, o. c.*, pp. 369-383.